

Troupes US, françaises, de l'ONU, hors d'Afghanistan !

Pour une lutte de classe ici contre les capitalistes et leur gouvernement A bas Vigipirate !



AP



AP

Troupes françaises en route pour l'Afghanistan. Kaboul : une famille devant sa maison détruite par les bombardements américains.

8 janvier - Après deux mois de bombardements américains massifs contre l'Afghanistan, qui ont fait des milliers de victimes, les impérialistes ont envoyé des troupes en Afghanistan pour finir le travail contre les talibans, avec un mandat en bonne et due forme de l'ONU. Les impérialistes français sont bien sûr de la partie, avec des troupes sur le terrain. Leur seul ennui c'est de ne pas avoir été invités par leurs rivaux américains à prendre part au carnage lui-même. *L'International Herald Tribune* (26 novembre 2001) citait un représentant du gouvernement Jospin qui disait : « Le message de Washington est le suivant : "On va faire la cuisine et préparer ce que les gens vont manger, ensuite vous ferez la vaisselle". »

En France comme aux USA, la guerre contre les immigrés et les minorités au nom de la « lutte contre le terrorisme » et contre l'« insécurité », annonce une répression accrue de l'Etat contre tout le monde. Le but du gouvernement est d'enrégimenter la classe ou-

vrière et le reste de la population pour défendre les intérêts impérialistes ; le gouvernement est d'autant plus inquiet que les luttes sociales sont loin d'avoir été jugulées pendant la guerre des impérialistes contre l'Afghanistan, comme le montre la puissante grève des dockers qui a bloqué le port de Marseille. Ce gouvernement de front populaire est devenu impopulaire au point que Jospin, en pleine campagne électorale, craint d'annoncer ses meetings de peur de les voir submergés par des manifestations de protestation (*le Monde*, 22 décembre 2001).

La rapidité et la facilité inattendues de la victoire des impérialistes US en Afghanistan ont provoqué une atmosphère de triomphalisme dans la bourgeoisie américaine, et notamment à la Maison Blanche. La prochaine cible pourrait être le régime irakien ; mais ce serait une entreprise autrement plus difficile sur le plan militaire, exigeant l'envoi de troupes au sol par milliers ; elle menacerait de déstabiliser toute la région du Golfe, y compris le régime saoudien qui est de plus en plus fragile. L'approvisionnement du monde en pétrole s'en trouverait menacé. De plus une telle aventure se heurterait aux intérêts d'autres impérialistes,

M 02651 - 158 - F: 0,80 € - RD





Nati Shonati

Plus de 100 000 résidents palestiniens d'Hébron sont soumis à la répression de l'armée, pendant que quelques centaines de colons sionistes ont carte blanche pour semer la terreur.

notamment les Français qui ont des perspectives d'investissements significatifs dans le pétrole irakien. Mais le capitalisme n'est pas un système rationnel, et les faucons anti-irakiens pourraient s'imposer à Washington. En attendant, l'embargo de l'ONU, qui dure depuis dix ans, continue de tuer par la faim et le manque de médicaments des milliers d'Irakiens chaque semaine. **A bas l'embargo de l'ONU! Impérialistes, bas les pattes devant l'Irak!**

Un résultat immédiat de la victoire impérialiste en Afghanistan, c'est qu'alors qu'au début de la guerre Bush cherchait à restreindre le dirigeant israélien Sharon afin de maintenir la « coalition antiterroriste » dans le monde arabe, maintenant il lui a donné carte blanche. L'Etat sioniste assassin a tué près de mille personnes depuis le début de la deuxième intifada fin 1999 ; la misère est devenue terrible dans les territoires occupés ravagés par le chômage. Prenant comme prétexte des attentats terroristes criminels contre des civils israéliens, l'Etat sioniste a ces dernières semaines pratiquement liquidé ce qui restait d'une Autorité palestinienne « autonome ». Comme nous le disions dans notre article « Les assassins sionistes intensifient la guerre contre les Palestiniens » (*le Bolchévik* n° 157, automne 2001) : « les Palestiniens bravent une guerre de terreur croissante de la part de l'armée israélienne et de ses auxiliaires, les "colons" ; il se pourrait bien que le régime sioniste ultrachauvin soit sur la voie d'un bain de sang aux proportions catastrophiques ».

Il faut de puissantes protestations d'urgence centrées sur le prolétariat, et cela non seulement au Proche-Orient mais

aussi dans les centres impérialistes, en défense du peuple palestinien. En France un grand nombre d'ouvriers d'origine maghrébine sont intégrés dans des secteurs clés de l'industrie. Il est clair que la cause palestinienne, contrairement au régime réactionnaire et répressif des talibans, rencontre une sympathie large et profonde parmi les opprimés du monde. Pour mobiliser ces forces il faut un parti bolchévique, car les organisations réformistes qui dirigent la classe ouvrière représentent en fait un obstacle à cette perspective ; ici ce qu'elles ont à offrir c'est de prôner des illusions dans la bourgeoisie française. On a pu le voir le 19 décembre 2001, où des manifestations étaient appelées dans toute la France ; le PCF, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et son organisation de jeunesse, la JCR, avaient explicitement soutenu l'appel à ces manifestations « pour une force internationale de paix et de protection ». Lutte ouvrière avait mobilisé pour la manifestation parisienne, en se gardant bien de polémiquer contre cet appel ouvert des réformistes à leur propre bourgeoisie. Quant à nous, nous disons : **Défense du peuple palestinien! A bas la répression des sionistes et de l'Autorité palestinienne contre les groupes palestiniens d'opposition! Toutes les troupes israéliennes et les colons, hors des territoires occupés! Impérialisme, hors du Proche-Orient! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient!**

Nous reproduisons ci-après un tract de la Ligue trotskyste du 14 novembre 2001.

* * *

14 novembre — La guerre sanglante des impérialistes contre l'Afghanistan aurait déjà fait plus d'un millier de victimes, et des centaines de milliers de personnes déplacées ; les B52 viennent de détruire une des seules centrales électriques du pays, et la destruction d'un barrage menace directement de mort des dizaines de milliers de personnes. La plus grande puissance impérialiste du monde, frappée sur son propre territoire lors des attaques contre le World Trade Center et le Pentagone, se déchaîne pour affirmer sa suprématie sans partage. Les Etats-Unis ont établi une présence militaire en Asie centrale (un millier de soldats sont déjà stationnés en Ouzbékistan), pour la première fois depuis la guerre civile contre le jeune Etat ouvrier soviétique

Suite page 22

Série de cours marxistes de la LTF Paris

L'économie capitaliste	vendredi 1 ^{er} février
Matérialisme contre idéalisme	vendredi 15 février
Marxisme contre anarchisme	vendredi 1 ^{er} mars
La révolution russe	vendredi 15 mars
La révolution trahie	jeudi 4 avril

Tous les cours auront lieu à 18 heures au :

**CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
(M° Rue des Boulets)**

Pour plus d'informations et pour obtenir les lectures pour les cours, contactez-nous au :

01 42 08 01 49

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez Réalisation: Xavier Brunoy
Directeur de publication: Xavier Benoît Diffusion: Marc Guétier

Le Bolchévik, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan
Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

USA : Condamnation à mort annulée

Il faut mobiliser la puissance des ouvriers et des Noirs pour la libération immédiate de Mumia !

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du Partisan Defense Committee (PDC) en date du 18 décembre 2001. Le PDC est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, qui défend activement tous les cas qui sont dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs. Cet objectif s'accorde avec les conceptions politiques de la Spartacist League/US, la section sœur aux Etats-Unis de la Ligue trotskyste.

En France des dizaines de milliers de personnes se sont engagées d'une manière ou d'une autre pour Mumia. Mais cette première victoire dans sa lutte n'a pas été saluée par tout le monde. La presse gouvernementale, comme *le Monde* et surtout *Libération*, a publié des articles faisant plus qu'insinuer que Mumia est coupable. *Libération* (20 décembre 2001) a publié un article scandaleux traitant de façon répétée les partisans de Mumia de «mumianiques», et insinuant qu'il est coupable: «l'innocence d'Abou [sic] Jamal ne saute pas aux yeux. [...] Abou Jamal est un assez mauvais "client" pour une campagne voulant démontrer qu'un innocent est dans les couloirs de la mort.» Comme les juges américains ces gens-là veulent empêcher que les preuves de l'innocence de Mumia apparaissent au grand jour lors d'un nouveau procès. Avec la levée de la condamnation à mort, ils essaient d'enterrer le cas de Mumia, et d'enterrer Mumia pour le restant de sa vie dans une prison. C'est pourquoi il faut plus que jamais poursuivre la lutte pour libérer Mumia.

A son crédit, le PCF, qui s'est largement engagé pour Mumia depuis des années, insiste qu'il faut continuer à lutter pour la liberté de Mumia. La lutte contre la peine de mort est devenue un sujet de friction avec les USA ; l'impérialisme français, pourtant couvert du sang d'un million d'Algériens, manie la question de la peine de mort pour prétendre qu'il représente les droits de l'homme. En fait le gouvernement français, dont fait partie le PCF, a profité du 11 septembre pour commencer à extraditer vers l'Algérie dans le cadre de l'inique «double peine» de soi-disant militants islamistes, qui sont voués à une mort quasi-certaine entre les mains de la sécurité militaire. Comme le faisait remarquer *Libération* (26 décembre 2001) à propos de l'extradition de Mohammed Chalabi, il y a seulement 6 mois cela aurait provoqué un tollé. Cela en dit long sur la soi-disant préoccupation de l'impérialisme français pour Zacarias Moussaoui, un citoyen français d'origine marocaine menacé de se faire exécuter aux USA dans le cadre des attentats du 11 septembre: en fait ce qui les préoccupe c'est l'affront à la bourgeoisie française que son exécution représenterait. Ici les récents jugements acquittant les flics qui avaient tué Aïssa Ihich, Youssef Khaïf



COC Productions

et Abdelkader Bouziane constituent un encouragement aux flics pour multiplier les meurtres, en toute impunité, de jeunes d'origine immigrée. A bas la peine de mort raciste, que ce soit dans les tribunaux américains ou lors des patrouilles de flics français dans les banlieues!

* * *

Le juge fédéral William Yohn a annulé aujourd'hui la peine de mort qui planait sur la tête de Mumia Abu-Jamal depuis sa condamnation montée de toutes pièces en 1982 pour le meurtre de William Faulkner, un policier de Philadelphie. Yohn a rejeté les montagnes de preuves qui démontrent l'innocence de Jamal, entre autres l'aveu sous serment d'Arnold Beverly affirmant qu'il avait été engagé pour tuer Faulkner ; cependant cette décision représente la première fissure dans la vendetta légale vieille de 20 ans de l'Etat contre Jamal. Et les forces qui ont tout fait pour s'assurer de l'exécution de Jamal crient littéralement au meurtre. Maureen Faulkner, qui a dirigé cette campagne aux côtés du FOP (Fraternal Order of Police) [Ordre fraternel de la police] de Philadelphie, a déclaré que Yohn était une «personne malade et dérangée». Le procureur général Lynne Abraham, du Parti démocrate, qui a fait plus que sa part pour que les Noirs soient condamnés à mort à Philadelphie plus que dans n'importe quelle autre ville des Etats-Unis, a immédiatement convoqué une conférence de presse pour annoncer que l'accusation fera appel de la décision de Yohn.

Le FOP et le bureau du procureur de Philadelphie ont peur que puisse être entendue dans un tribunal la nouvelle preuve explosive de l'innocence de Jamal, et l'Etat capitaliste a tenté par tous les moyens de l'enterrer. Le procureur Hugh Burns l'a fait clairement savoir lorsqu'il a dit aujourd'hui: «S'il y avait une nouvelle audience d'attribution de peine, cela entraînerait sûrement la constitution d'un nouveau jury [...] et n'importe quelle preuve que la défense voudrait voir réexaminée serait présentée au jury.» Yohn a aussi œuvré de façon assidue pour s'assurer que les preuves écrasantes de l'innocence de Jamal soient enterrées. Sa décision confirme la condamnation originelle pour meurtre, une condamnation truquée qui se basait sur: des témoignages «oculaires» obtenus sous la contrainte par la police en échange de faveurs et par la terreur; un «aveu» fabriqué; et une «preuve» balistique complètement truquée. La décision de Yohn autorise seulement une audience d'attribution de peine dans les 180 jours qui, au mieux, consigneraient Jamal à vivre pour le restant de ses jours derrière les barreaux. »

Comme l'a dit Mumia lui-même à propos de l'emprison-

nement à vie dans un de ses écrits depuis le couloir de la mort: «La "vie" n'est ainsi qu'une métaphore sinistre de la mort, puisque ce n'est que par la mort que l'on se libère de ses chaînes. On pourrait dire que la "vie" n'est qu'une mort lente». **Mumia Abu-Jamal est un homme innocent!** Journaliste primé, ancien Black Panther et sympathisant de MOVE, Mumia a commis le seul «crime» de se faire le champion déclaré des opprimés et des exploités. Et il a continué à s'exprimer franchement, insoumis et indompté, depuis sa cellule dans le couloir de la mort. **Ne les laissez pas enterrer Mumia vivant!** Les ouvriers, les minorités et tous les opposants à la répression capitaliste raciste doivent maintenant redoubler d'efforts pour des mobilisations massives de protestation centrées sur la puissance sociale du mouvement ouvrier, pour exiger la liberté immédiate pour Jamal.

Depuis le moment où le Partisan Defense Committee a adopté le cas de Mumia il y a 15 ans, nous insistons que dans la bataille pour sauver cet innocent on ne peut pas compter sur les tribunaux capitalistes: il faut se baser sur les luttes sociales. Ce qui a préservé Mumia des griffes du bourreau, c'est les protestations massives et la médiatisation, aussi bien dans ce pays qu'internationalement, en particulier par les syndicats qui représentent des millions d'ouvriers. Aujourd'hui plus que jamais, le PDC dit: aucune confiance dans les tribunaux capitalistes, confiance totale dans la puissance des travailleurs et des opprimés!

Le cas de Jamal jette une lumière crue sur la nature du capitalisme américain raciste. Son procès et sa condamnation ont été le prolongement du programme COINTELPRO du FBI, une campagne de terreur dans laquelle des dizaines de Black Panthers furent assassinés et des centaines d'autres jetés en prison. Parmi eux, il y avait Geronimo ji Jaga (Pratt) qui a finalement été libéré en 1997 après 27 ans passés dans l'enfer carcéral pour un crime dont l'Etat *savait* qu'il ne l'avait pas commis. L'affaire Jamal montre la machine de répression qu'utilise la bourgeoisie contre tout ce qu'elle perçoit comme une menace envers un système basé sur l'exploitation de la grande majorité par une petite minorité. Aux Etats-Unis, ce système est enraciné dans l'assujettissement forcé de la population noire au bas de la société.

Comme de plus en plus de condamnés à mort et d'autres

prisonniers sont disculpés de condamnations à tort par les tests ADN, le soutien à la peine de mort se réduit dans la population et les impérialistes américains font face à des embarras diplomatiques grandissants à travers le monde. Et l'affaire Jamal montre ce que représente la peine de mort raciste et barbare aux Etats-Unis. Le 2 décembre, le conseil municipal de Paris a voté de faire de Jamal un citoyen d'honneur de la ville; c'est là une indication de la profondeur du soutien à sa cause à travers le monde. Cette nouvelle décision de justice arrive alors que le gouvernement réactionnaire de Bush, invoquant la nécessité de «mesures de guerre» pendant qu'il bombarde le peuple afghan, est en train d'accélérer une nouvelle campagne de terreur et de provocation dans le même style que le programme COINTELPRO. En prenant pour cible en premier lieu les gens d'origine proche-orientale, la «guerre contre le terrorisme» du gouvernement vise tous les immigrés, les minorités, les ouvriers, les militants de gauche et tous ceux qui sont perçus comme opposants au gouvernement.

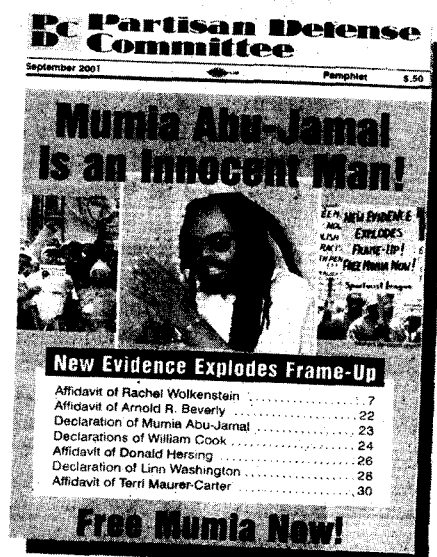
Ce qu'il faut, c'est une lutte massive centrée sur la puissance de la classe ouvrière multiethnique pour la liberté de Jamal! Les syndicats se basent sur les lieux de travail et les ateliers d'usine, le seul endroit où il y a une intégration raciale significative dans les Etats-Unis racistes; c'est pourquoi ils ont la puissance sociale et le potentiel pour devenir des bataillons dans la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'oppression raciale, pour ébranler les fondations de ce système capitaliste décadent et finalement pour le renverser. Si on entreprend le combat pour libérer Mumia et abolir la peine de mort raciste avec en première ligne de ce combat une mobilisation du mouvement syndical, ce serait un premier pas de géant dans cette voie et cela porterait un grand coup contre les nouvelles mesures répressives draconiennes mises en place par l'administration Bush, avec le soutien des Républicains et des Démocrates. A cette fin, les ouvriers doivent briser les liens avec lesquels les dirigeants traîtres des syndicats enchaînent les syndicats aux partis politiques de l'ennemi de classe, en premier lieu les Démocrates, et aux agences étatiques de celui-ci. **Aucune illusion dans les tribunaux capitalistes! Libération immédiate de Mumia! Abolition de la peine de mort raciste!** ■

Les nouvelles preuves qui réduisent en miettes le procès truqué: les déclarations et dépositions de Mumia Abu-Jamal, Arnold R. Beverly, Rachel Wolkenstein, entre autres, prouvent que Mumia Abu-Jamal, un prisonnier politique qui est dans le couloir de la mort, est un homme innocent.

0,80 € (32 pages)

Commande:

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10



Envoyez vos contributions financières pour la défense légale de Mumia, avec la mention «Mumia Abu-Jamal», à:

Humanitarian Law Project
8124 W. 3rd Street
Suite 105
Los Angeles, CA 90048
USA

Pour correspondre avec Jamal vous pouvez écrire à:

Mumia Abu-Jamal
AM8335
SCI Greene
175 Progress Drive
Waynesburg, PA 15370
USA

Après trois mois de silence sur Vigipirate

Lutte ouvrière salue les manifestations réactionnaires des flics

Le visage en France de la « guerre contre le terrorisme », c'est depuis le 11 septembre la mise en place de « Vigipirate renforcé » par le gouvernement de front populaire. L'arsenal de mesures policières a été renforcé par le vote par le PS et le PC de nouvelles mesures spécifiquement destinées à criminaliser les jeunes des cités issus de l'immigration. Les flics, enhardis par toutes ces mesures du gouvernement, se sont mis à descendre dans la rue pour en demander encore plus, secondés par les gendarmes (la police militaire) et les matons. Les rafles de sans-papiers se multiplient dans le



Regis Duvignau/Reuters

Les flics ne sont pas des « ouvriers en uniforme », mais les chiens de garde du capital. Le 26 novembre, les CRS sont envoyés par le gouvernement Jospin/Gayssot pour casser la grève avec occupation de l'usine de pièces d'euros à Pessac près de Bordeaux.

métro et ailleurs, ainsi que les descentes de flics dans les cités, et les meurtres racistes. Edouard Salumu Nsumbu, un père de famille congolais, a été assassiné le 29 octobre par des flics à Paris lors d'un contrôle d'identité. Les flics assassins de Youssef Khaïf il y a dix ans ont été définitivement acquittés ; les flics, encouragés, ont célébré l'acquittement en venant provoquer la nuit même les jeunes dans la cité du Val Fourré, dont Youssef était originaire. Le gouvernement et ses flics s'en prennent aux plus vulnérables, les jeunes d'origine immigrée, afin de renforcer les pouvoirs répressifs de l'Etat : derrière les jeunes c'est en dernier ressort la classe ouvrière qui est visée.

Lutte ouvrière, tout en prétendant s'opposer à la guerre en Afghanistan, est restée complètement silencieuse contre Vigipirate depuis trois mois ! Par contre dès que les flics sont descendus dans la rue LO s'est empressée de leur déclarer son soutien, ce qui montre où en est vraiment LO sur Vigipirate. LO explique : « Car la police, mais aussi les gendarmes, exercent des fonctions qui sont utiles à l'ensemble de la collectivité, en assurant des tâches de sécurité nécessaires à la vie collective, pour un salaire et dans des conditions de travail, on a pu l'apprendre, qui ne valent guère mieux que ceux des salariés du bas de l'échelle » (*Lutte Ouvrière*, 7 décembre 2001). On se croirait dans un scénario des « Cordier, juge et flic » ! L'« utilité » des flics, c'est de charger les piquets de grève, de terroriser les jeunes d'origine immigrée dans les banlieues ou de pourchasser les sans-papiers. Quelle « utilité » peuvent donc avoir les ennemis mortels du mouvement ouvrier si ce n'est celle de garantir la « sécurité » et la propriété privée des capitalistes ?

LO présente même les mobilisations de flics comme un exemple à suivre pour les travailleurs, comme si les flics étaient l'avant-garde des « serviteurs de l'Etat ». Leur édito-

rial du 10 décembre 2001, après les mobilisations de gendarmes, a pour titre « Si c'est le moment, allons-y ! » Dans leur numéro du 7 décembre ils déclarent que les flics « ont fait une démonstration qui peut être utile à l'ensemble du monde du travail, et montré que, pour se faire entendre de l'Etat-patron, il peut être efficace de manifester son mécontentement dans la rue ». En fait, face aux mobilisations des travailleurs les flics représentent l'avant-garde... de la répression, avec le matraquage des piquets de grève et des manifestants.

C'est pourquoi les flics ne

font pas partie du mouvement ouvrier : ce sont les chiens de garde du système de propriété capitaliste, pas des « ouvriers en uniforme ». Comme le disait Trotsky, « Ici encore, c'est l'existence qui détermine la conscience. L'ouvrier, devenu policier au service de l'Etat capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier. » Nous disons : *Flics, matons, hors des syndicats !*

Au fond l'Etat ce sont des bandes d'hommes armés qui défendent la propriété privée. Les réformistes, comme LO et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), poussent l'illusion qu'on pourrait réformer le capitalisme grâce à une politique de pression pour que les flics travaillent dans l'intérêt des ouvriers et des opprimés. L'Etat est au contraire un organisme de *domination* de classe, un organisme *d'oppression* d'une classe par une autre ; c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit des classes. Comme l'écrivait Friedrich Engels dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* :

« L'Etat n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société. [...] Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'« ordre » ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat. »

Au cœur de chaque Etat, il y a donc une « force publique », qui est devenue nécessaire parce que l'armement général de la population est devenu impossible depuis la scission de la

Répression contre Jimmy Duclos après l'acquittement des flics meurtriers d'Aïssa Ihich

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du Comité de défense sociale (CDDS) du 8 janvier, exigeant la levée des inculpations contre Jimmy Duclos. Jimmy a été condamné par le tribunal de Versailles le 9 janvier à payer au total plus de mille euros à l'Etat et à deux policiers. Nous engageons nos lecteurs à envoyer des contributions pour aider Jimmy à payer ces frais, à l'adresse du CDDS (MBE 167, 108 rue Damrémont, 75018 Paris), avec la mention « Jimmy Duclos ». Le CDDS transmettra.

A Versailles, le 4 décembre 2001, lors d'un rassemblement organisé par le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB) et la CNT, à l'occasion de la révision du procès des 2 policiers qui ont assassiné Aïssa Ihich il y a dix ans, un cameraman a été empêché de filmer le rassemblement. Les manifestants ont aussitôt entouré cette personne, empêchant les flics de prendre la caméra. A la suite de cet incident, un militant de la CNT, Jimmy Duclos, a été jeté à terre par plusieurs policiers, frappé à plusieurs reprises et emmené dans leur car. Ils ont ensuite falsifié une déposition, pour aggraver sa situation, en laissant entendre qu'il voulait agresser la police, alors que c'était Jimmy la victime d'une agression. Il risque de lourdes peines. Nous exigeons la levée des inculpations contre Jimmy Duclos !

Les attaques contre cette manifestation de gauche donnent une petite idée du harcèlement dont sont quotidiennement victimes les jeunes Maghrébins de la part de la police dans les banlieues. Alors que les meurtriers d'Aïssa ont été acquittés, les flics enhardis s'en prennent aux organisations de gauche qui veulent protester contre cette atrocité raciste. Ces derniers mois, avec l'aide du plan Vigipirate, plusieurs jeunes d'origine immigrée ont été tués de sang froid par des forces de l'ordre en France, comme le jeune Moussa des Mureaux. Nous sommes solidaires des victimes de ce système barbare qui jette en prison des jeunes qui n'ont aucun avenir, et laisse en liberté les criminels en uniforme. En fin de compte ces attaques sont dirigées contre la classe ouvrière, comme en témoigne le brisage par les CRS de la grève des ouvriers des Médailles et monnaies à Pessac, le 27 novembre dernier.

Malgré nos divergences politiques avec les anarchistes de la CNT, nous trotskystes insistons qu'une attaque contre un est une attaque contre tous. Nous, révolutionnaires marxistes, cherchons à mobiliser la puissance du prolétariat multiethnique dans une lutte *de classe*, pas juste pour dénoncer le système capitaliste mais pour *l'éradiquer*. Nous luttons pour forger le parti léniniste d'avant-garde qu'il faut pour diriger la classe ouvrière pour qu'elle balaie les exploiters capitalistes et leur Etat, et construise un Etat ouvrier et une société socialiste égalitaire. ■

société en classes.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Krivine, franchissant allègrement la ligne de classe, revendique au contraire «le droit syndical et le droit de grève» pour les gendarmes! (*Rouge*, 13 décembre 2001) Leur loyauté vis-à-vis de l'Etat bourgeois français se reflète non seulement dans leur position sur la police, mais aussi sur les troupes impérialistes françaises, puisqu'ils ont soutenu l'occupation du Kosovo par des troupes françaises (*Rouge*, 2 septembre 1999) ; aujourd'hui ils récidivent avec l'appel à une «force internationale de paix et de protection» pour les Palestiniens (*Rouge*, 13 décembre 2001), faisant croire que des forces de l'ONU et/ou de la France pourraient protéger les Palestiniens.

Quant à LO, ils sont complètement obnubilés par leur campagne électorale. Ayant dépassé le PC dans les sondages, ils savent bien comment prouver leur loyauté vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Le fait qu'ils n'aient pas proféré la moindre parole contre Vigipirate ne peut se comprendre que comme un soutien tacite à celui-ci. En même temps ils se font l'écho de la bourgeoisie sur la campagne sécuritaire : ils ne tarissent pas sur le fait que «les problèmes de sécurité sont réels», qu'«on ne peut nier que la petite délinquance et l'incivilité se soient accrues». Ils continuent : «Peut-être cela se traduira-t-il par l'envoi plus fréquent d'escouades de policiers. Mais la situation restera inchangée lorsque ces policiers se retireront» (*Lutte Ouvrière*, 30 novembre 2001). Pour eux le problème dans les banlieues ce n'est pas quand les flics font une razzia, c'est quand ils repartent !

C'est contre la loi Guigou sur la présomption d'innocence que les flics se sont d'abord mobilisés. Cette loi, entrée en application le 1^{er} janvier 2001 pour mettre en harmonie la législation française avec l'Union européenne,

revient principalement sur l'un des principes du droit bourgeois français qui oblige tout accusé à apporter la preuve de son innocence, à la différence du système accusatoire anglo-saxon où, du moins dans la forme, c'est la culpabilité de l'accusé qui doit être démontrée. Cette loi autorise, par exemple, la présence d'un avocat dès la première heure de la garde à vue et ne permet la détention provisoire qu'à titre «exceptionnel». C'est une réforme partielle et mineure. Mais même la réduction de 20 % sur un an des détentions provisoires était trop pour les flics, qui exigent de pouvoir emprisonner qui bon leur semble, et de pouvoir exercer leur propre «justice» dans la rue.

Alors, évidemment LO présente aussi les flics comme accomplissant «une tâche particulière» de «gardiens de l'ordre» social capitaliste. Mais, même là, LO dénature complètement le marxisme en prêchant l'illusion que les flics pourraient devenir, grâce à ces manifestations, moins répressifs. «Il faut souhaiter que, lorsqu'ils se trouveront face à des travailleurs qui réclameront la même chose qu'eux [...] ils s'en souviendront» (*Lutte Ouvrière*, 7 décembre 2001). LO défend ainsi l'idée que les mobilisations récentes des flics pourraient changer leur conscience, qu'ils rejoindraient en quelque sorte leur classe. En fait, n'importe quelle mobilisation de flics qui réussit, au lieu de les rapprocher des travailleurs, ne fait que les enhardir. Les mobilisations et «grèves» de la police ont nécessairement un caractère bonapartiste ; elles visent à rendre ces tueurs à gages encore plus indépendants vis-à-vis de la société en général et à affirmer leur ambition à perpétuer leur répression sanglante sans aucune interférence extérieure. Nous les trotskystes, nous disons : *A bas la campagne sécuritaire raciste du gouvernement PC-PS ! A bas Vigipirate ! Flics hors des syndicats !* ■

40 ans après la guerre d'Algérie :

Répression policière et hypocrisie bourgeoise contre les Maghrébins en France

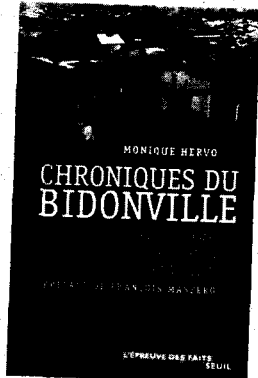
Depuis plusieurs mois on nous bombarde d'excuses pour les crimes meurtriers de l'Etat français pendant la guerre d'Algérie. Une montagne d'articles a été écrite sur les tortures par l'armée française en Algérie ; le maire PS de Paris a même dédié une plaque à la mémoire des Algériens noyés dans la Seine par la police le 17 octobre 1961. L'Etat parle de ses crimes passés pour mieux camoufler la répression

A propos du livre
de Monique

Hervo,

*Chroniques du
bidonville :*

*Nanterre en
guerre d'Algérie
(Seuil, 2001)*



raciste actuelle contre les Maghrébins qui ne cesse de s'intensifier, surtout contre les jeunes dans les banlieues. Comme le disait Paulette Péju dans son livre de 1961 *les Harkis à Paris* (un livre interdit par l'Etat pendant des années), «La commission de sauvegarde n'empêche pas la torture, elle la cache, elle l'enveloppe, elle l'orne des fleurs suaves de la civilisation occidentale et chrétienne. Tout ce qu'elle "sauvegarde", c'est le prestige de la police et celui de l'armée.»

Quarante ans plus tard, le jour où le maire de Paris posait sa plaque (une plaque qui ne dit ni combien d'Algériens ont été tués, ni par qui), une famille maghrébine se faisait tabasser et arrêter par les flics du gouvernement capitaliste PS-PC-Verts dans la ville de Saint-Denis contrôlée par le PC. La famille cherchait à aider des jeunes du quartier qui étaient injustement soupçonnés d'un vol. Une jeune femme de la famille rapporte comment elle a été traitée par un flic : «Je lui ai dit que j'étais enceinte. Il m'a répondu : "J'en ai rien à foutre, grosse chienne." Puis il m'a mis le genou sur le ventre pour me menotter.» Elle et les autres femmes se sont retrouvées «chargées comme des cochons» dans un fourgon. «Ma mère a protesté parce qu'on nous tassait à l'intérieur à coups de pied pour fermer les portes. Un policier lui a adressé un revers en plein visage» (*Libération*, 26 octobre 2001). La seule chose inhabituelle et surprenante dans ce scénario-là c'est que cette famille maghrébine courageuse a porté plainte contre la brutalité des flics. Le racisme, la brutalité, les déportations d'immigrés font tous partie intégrante du capitalisme.

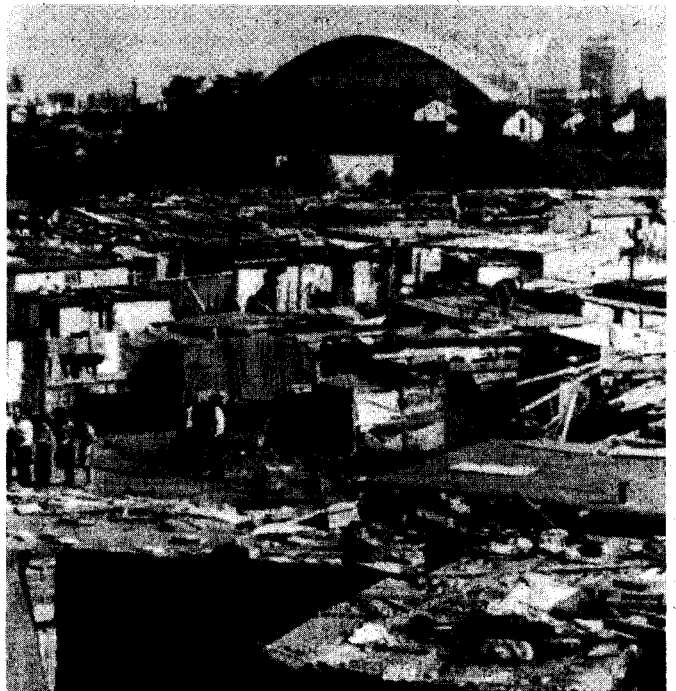
L'immigration d'après-guerre et la guerre d'Algérie

Autour du quarantième anniversaire du 17 octobre, un compte-rendu émouvant de la vie des travailleurs maghrébins dans les bidonvilles a été publié : *Chroniques du bidonville : Nanterre en guerre d'Algérie* par Monique

Hervo. *Chroniques* raconte avec lucidité l'enfer et la barbarie infligés aux travailleurs maghrébins en France.

Chroniques relate une période dans l'histoire de La Folie, un bidonville de Nanterre. Après la Deuxième Guerre mondiale, des dizaines de milliers de travailleurs des colonies françaises vivaient dans des bidonvilles autour de toutes les grandes villes de France : Paris, Lyon, Marseille. Comme la croissance de la population avait ralenti et qu'il fallait reconstruire l'économie après la Deuxième Guerre mondiale, l'industrie française a dû recruter de la main-d'œuvre, surtout en provenance des colonies d'Afrique du Nord. Elle cherchait consciemment à recruter des paysans illettrés dans les colonies pour éviter d'employer des travailleurs espagnols et portugais qui étaient souvent syndiqués et combattifs. De plus, il était plus facile de recruter des Algériens car ils n'avaient pas besoin de visa et pouvaient circuler «librement» sur le sol français, avec un statut de deuxième classe de «français musulmans» sans droits. Entre 1947 et 1973 plusieurs centaines de milliers d'immigrés sont entrés en France avec des «autorisations provisoires de travail» – mais sans dispositif pour les héberger. Les travailleurs vivaient dans les conditions les plus épouvantables, sans eau courante ni électricité ni WC dans des cabanes bricolées avec du papier goudronné et des morceaux de bois, où entraient la pluie et la boue, et où pullulaient les rats.

Ces travailleurs ont été systématiquement ghettoïsés, marginalisés par l'Etat français. Le traitement des Maghrébins en France c'est le reflet interne de la colonisation : avec le fusil, la Bible et la Marseillaise, la bourgeoisie française a toujours considéré les colonisés comme des



Jean Pottier

Un des bidonvilles de Nanterre

sous-hommes à «civiliser».

Le massacre de dizaines de milliers de personnes à Sétif le 8 mai 1945 par l'armée française, et la défaite de la bourgeoisie française à Dien Bien Phu au Vietnam en 1954 ont inspiré les Algériens à se soulever pour leur indépendance. C'est alors qu'a commencé la terreur systématique contre les paysans et travailleurs en Algérie. 800 000 Algériens arrivent alors dans les bidonvilles pour fuir la torture, la mort et la famine en Algérie, où plus d'un million et demi de personnes sont enfermées dans les «camps de regroupement». Hervo décrit avec compassion la condition de ceux qui arrivaient d'Algérie :

«Mouhammad de la chaîne des Biban et sa femme, vieillards épuisés, ont couru dans les montagnes du Hodna, à travers le jebel Mansoura, pour échapper aux bombardements et incendies des villages, des mechtas. [...] Ils ont dévalé les pentes abruptes, pourchassés par l'aviation. Ils ont fui les camps de regroupement et, en dépit de leur âge, ont atterri au bidonville [...]»

Certains sont brisés à vie par ce qu'ils ont vu ou vécu en Algérie :

«Un jour en Algérie, le fils aîné, neuf ans, s'est rendu, comme à l'accoutumée, chez sa grand-mère habitant un douar voisin. Dans la pénombre, ses pieds ont buté sur des corps. C'étaient les cadavres d'hommes affreusement suppliciés avant d'être abattus par les militaires français. Le sang s'écoulait encore en larges filets. Depuis, le garçon, maintenant adolescent, a des comportements troublants. Il ne parle à personne de ce qu'il a vu. Ses camarades arabes ont peur de lui.»

Il y a aussi par exemple «Ahmad le Mangeur d'herbe-aux-ânes» qui a pu survivre en Algérie en se nourrissant «de glands, d'herbes, de racines qu'il déterrait d'un sol pauvre, infertile».

A La Folie, la police et les harkis incendiaient les cabanes, volaient l'argent des travailleurs et détruisaient leurs papiers. Les harkis, les collabos algériens des flics et de l'armée française, avaient été recrutés pour faire les plus sales boulots (comme la torture et le meurtre à Paris même) ; Chirac et Jospin les ont honorés le 25 septembre 2001 pour leurs services rendus à l'Etat français. Hervo témoigne des scènes dans les bidonvilles qui devenaient de plus en plus fréquentes vers la fin de la guerre au fur et à mesure qu'il devenait clair que la France avait perdu :

«Un Algérien est emmené en civière, menotté et attaché aux brancards. Deux harkis lui ont demandé ses papiers. L'un d'eux lui a reproché d'avoir fait un clin d'œil à des cousins ligotés et lui a asséné des coups de poing en pleine figure. Ahmad s'est défendu. Aussitôt, d'autres, accourus, se sont rués sur lui et l'ont passé à tabac.»

Parfois des brigades spéciales des flics investissaient La Folie pour détruire les cabanes. Hervo raconte une scène :

«Les policiers s'attaquent à une fragile bicoque de vieux bouts de bois recouverts de papier goudronné, habitée depuis de nombreux mois. Ils s'évertuent à tout casser. Au côté des policiers-démolisseurs chargés de cette tâche, tous s'y mettent. Pour la circonstance, agents, inspecteurs tombent la veste. Arrachent des poteaux. Brisent les frêles liteaux. Cassent les planches.[...] Attroupés tout autour de la scène, des centaines d'habitants du bidonville regardent, sans un mot.»

Hervo remarque : «En Algérie, des maisons sont bombardées, incendiées par l'armée française. Ici, des baraques sont détruites par les agents de la police parisienne.»

La lutte armée pour l'indépendance avait lieu en Algérie, mais l'argent pour la guerre venait en grande partie des cotisations pour le FLN des travailleurs algériens en France ; ils envoyaient aussi énormément d'argent pour



sans crédit

Les troupes coloniales françaises ont systématiquement torturé et assassiné les Algériens pendant la lutte d'indépendance.

leurs familles mourant de faim en Algérie. Leur paie était fréquemment volée par les traîtres harkis.

En 1956 sous le front populaire dirigé par le «socialiste» Guy Mollet, la torture en Algérie est devenue une pratique institutionnalisée, et pratiquée à grande échelle comme pendant la bataille d'Alger (et ceci, grâce en partie au vote du PCF pour les «pouvoirs spéciaux» au gouvernement en Algérie). Les mêmes méthodes ont été importées en France : les harkis ont été utilisés pour faire une partie du sale boulot comme à la Goutte d'or dans le 18^e arrondissement à Paris. Hervo parle de «la question» dans les caves du commissariat de Puteaux :

«Murs, sols recouverts de sang séché. Frais. Tous les Algériens et Algériennes de La Folie qui y ont été enfermés en gardent un souvenir horrifié. Déjà en 1958, au commissariat d'Argenteuil, des interrogatoires dits «poussés» se pratiquaient à l'électricité. A Paris, à Nanterre et dans certaines communes de la région parisienne, de nombreux hôtels ont été réquisitionnés et ont caché des actes de barbarie, comme en Algérie où «des appartements sont loués par certaines unités» à cet usage. Ici, il est alors courant de parler des «caves qui chantent». En effet, pour couvrir les cris des Algériens suppliciés, et ne pas éveiller l'attention de la population métropolitaine du quartier, les tortionnaires passent des disques de musique arabe à plein régime. Supplices de l'eau de Javel qu'on fait ingurgiter, de la canette de bière qu'on enfonce..., du «méchoui» - l'Algérien nu, attaché comme un mouton sur un bâton, est frappé tandis qu'on tourne vivement la «broche» - y sont pratiqués.»

Monique Hervo est l'une des seules Françaises qui aient été invitées à participer à la manifestation du 17 octobre 1961 ; et elle la décrit avec ses séquelles. Face à la répression de la manifestation les dirigeants de la classe ouvrière française n'ont rien fait : dans les usines où des dizaines de milliers de travailleurs algériens travaillaient à côté des français, le PCF ne fait rien pour protester contre la répression de la manif. Elie Kagan, qui prenait des photos du massacre, a constaté, alors que des manifestants fuyant la police cherchaient à se réfugier dans l'immeuble de *l'Humanité* (le journal du PCF), «les grillés se ferment devant eux» (Jean-Luc Einaudi, *la Bataille de Paris*) - une chose que même *l'Humanité* reconnaît finalement («oui, les grillés



Sygm

Des centaines de manifestants algériens ont été tués par la police à Paris en octobre 1961.

furent fermées», 18 octobre 2001). Il manquait au PCF, qui dirigeait la classe ouvrière, la volonté politique de confronter sa propre bourgeoisie française en défendant les Algériens ; par exemple il y avait 4 000 ouvriers algériens à l'usine de Renault-Billancourt à ce moment-là, et il aurait été facile de stopper toute la production dans l'usine, un des poumons de l'économie du pays.

Dès avant le 17 octobre, des dizaines d'Algériens avaient été noyés dans la Seine, et il était rare que la presse en parle. Le 17 octobre et les jours qui ont suivi, des milliers de personnes ont été blessées, et des milliers ont été expulsées. Certains des blessés en ont eu des séquelles toute leur vie, car ils avaient trop peur d'aller se faire soigner à l'hôpital : « Trop peur d'être repris par la police à leur sortie de l'établissement hospitalier, comme cela se produit chaque jour. Trop peur d'être, à nouveau, passés à tabac. »

Monique Hervo n'était pas communiste mais elle a eu le courage rare de décrire la réalité qu'elle a vue et de prendre activement le côté des Algériens. Elle n'a jamais voulu rejoindre le PCF parce qu'ils ont voté pour les « pouvoirs spéciaux » en Algérie pour le gouvernement Mollet. Hervo écrit : « Les partis politiques, empêtrés dans leur acharnement à vouloir conserver l'Algérie française, laissent pourrir les Algériens dans leurs ghettos. Certaines municipalités communistes les attirent, espérant utiliser leur implantation comme arme politique contre le gouvernement en place. Le PC, mal à l'aise dans la continuelle ambiguïté de ses positions, veut paraître accueillant vis-à-vis des Algériens. » (Pour en savoir plus sur le PCF dans la guerre d'Algérie voir « La torture pendant la guerre d'Algérie : le vrai visage de l'impérialisme français », dans *le Bolchévick* n° 156, printemps 2001.)

L'immigration après la guerre d'Algérie

Ayant été vaincue en Algérie, la bourgeoisie française a nourri - et a toujours - une haine particulière pour les Maghrébins. Après sa défaite, la France a même cherché consciemment à freiner l'immigration algérienne en encourageant l'immigration portugaise, et après l'indépendance les Algériens n'avaient plus le droit de venir en France sans visa.

Après la guerre d'Algérie, les bidonvilles ont été progressivement remplacés par du béton, des foyers Sonacotra

et des cités-ghettos. Il y a 40 ans « Sa majesté » le général de Gaulle avait remarqué un jour en apercevant le bidonville de Nanterre de la voiture dans laquelle il se faisait conduire : « C'est trop laid, c'est inhumain, changez-moi tout ça. » Des « cités de transit » ont été construites soi-disant pour durer quelques années mais ont servi de logements mal construits et insalubres aux immigrés pendant des *décennies*. Aujourd'hui la moitié des immigrés locataires habitent dans des HLM (590 000 familles), et ils sont concentrés dans les HLM les plus anciens. Le gouvernement de front populaire poursuit toujours la même politique : leur programme n'est pas de construire de meilleurs logements, ils se vantent de combien de milliers de HLM ils détruisent chaque année.

La période de croissance d'après-guerre qui a fait venir une main-d'œuvre immigrée/coloniale importante s'est achevée avec la première crise du pétrole en 1973. En réponse, l'industrie française a commencé à réduire sa production. En 1974, l'immigration des ex-colonies françaises a été arrêtée entièrement, et la bourgeoisie a cherché à chasser ceux qui étaient ici en leur proposant dix mille francs, après les avoir exploités jusqu'au bout. A contre-cœur, et en partie pour pacifier l'énorme masse d'hommes immigrés très implantés dans l'industrie, la bourgeoisie française a mis en place le « regroupement familial ». Des mesures très restrictives étaient (et sont encore) requises pour « prouver » qu'un travailleur pouvait fournir un logement et payer les dépenses pour sa famille. La bourgeoisie française n'a jamais eu l'intention de permettre qu'une partie de la population *française* ait la peau foncée et soit non-chrétienne.

Dans les années 1980 et jusqu'au début des années 1990, les travailleurs immigrés ont été en proie aux licenciements et à l'austérité mise en place par le gouvernement de front populaire du « socialiste » Mitterrand. Quand la bourgeoisie veut désamorcer la résistance ouvrière à ses attaques, elle remet les appareils du pouvoir gouvernemental aux politiciens « socialistes » ou « communistes » qui, loin de protéger les intérêts économiques de la classe ouvrière, gèrent l'Etat capitaliste. C'est dans l'industrie lourde et le bâtiment que les travailleurs immigrés étaient traditionnellement concentrés et ils ont été touchés de façon disproportionnée par la réduction d'effectifs. Entre 1975 et 1990, 40 % des postes occupés par

Spartacist
édition
française
n° 29
(été 1996)

1,50 €
(64 pages)

Commande :
Le Bolchévick,
BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10

SPARTACIST 4
EDITION FRANÇAISE

Immigration et oppression raciste en Europe

En France, le mouvement ouvrier contre les immigrés est entravé par le parti communiste, qui a toujours été un parti de la bourgeoisie.

Pour un parti prolétarien leniniste, défenseur de tous les opprimés!



Le Bolchévik

Les ouvriers immigrés ont joué un rôle crucial dans les grandes grèves de l'automobile dans les premières années Mitterrand. Ici, Citroën-Aulnay, 1982.

les étrangers dans l'industrie ont été supprimés (ce qui correspond à peu près à 500 000 travailleurs). Les immigrés représentent 50 % des licenciements dans l'automobile et dans le BTP (bâtiment, travaux publics) dans les années 1980. Aujourd'hui une nouvelle récession économique a commencé. Historiquement ces crises économiques du capitalisme provoquent une recrudescence du fascisme. Bien que les fascistes soient forts électoralement en France, pour le moment c'est surtout les forces de l'ordre officielles de l'Etat qui mènent les attaques racistes quotidiennes dans les quartiers immigrés.

Les partis réformistes en France bloquent les luttes de la classe ouvrière contre les licenciements et la terreur raciste, en les ramenant sur le terrain électoral et la collaboration de classe. Au nom du mot d'ordre front-populiste de « combat pour la laïcité », le PS, le PC et Lutte ouvrière ont justifié des actes racistes contre les populations immigrées venues des pays musulmans, comme l'exclusion des lycées des jeunes filles qui portent le hidjeb ; ils ont pris part à l'hystérie actuelle qui tire un trait d'égalité entre les jeunes issus de l'immigration dans les banlieues de France et les « terroristes » et intégristes musulmans. Depuis le 11 septembre la France est devenue un véritable enfer où règne la méfiance contre la population d'origine maghrébine.

La chute de l'URSS : chômage et réaction

Les organisations réformistes qui dirigent le mouvement ouvrier français ont pour but de *gérer* le capitalisme et non pas de le détruire ; c'est pourquoi elles continuent à mettre en place et justifier le racisme, car c'est un aspect fondamental du capitalisme français. Certes, depuis la mise en place de Vigipirate renforcé le 11 septembre, les moyens répressifs de l'Etat sont devenus plus importants, mais, loin d'être une aberration, ce genre de violence c'est la norme contre les immigrés et leurs enfants.

Dans notre article intitulé « Immigration et oppression raciste en Europe » (*Spartacist* édition française n° 29, été 1996) nous fournissons une analyse marxiste du racisme et de l'immigration en Europe de l'Ouest. Dans cet article nous expliquons que :

« Dans le climat actuel de réaction politique – marqué par un chômage massif ; par la campagne pour démanteler l'« Etat providence » social-démocrate et par les effets de la contre-

révolution en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique – même la citoyenneté sur le papier n'est pas en soi une garantie contre la « purification ethnique » en Europe de l'Ouest. Les communautés immigrées subissent une oppression raciste croissante – ghettoïsation, brutalités policières, fascistes. De plus en plus ségrégués, en proie à la violence des flics et des fascistes et au bas de l'« échelle » économique, les citoyens européens à la peau foncée peuvent se reconnaître dans de nombreux aspects de la situation des Noirs américains. »

Les jeunes s'identifient beaucoup aux Noirs américains, comme le montrent l'influence du rap, le graffiti qui cite le groupe de rap NWA : « F--- la police », et la popularité de la cause du prisonnier politique américain, Mumia Abu-Jamal. Cependant, ce qui sépare fondamentalement la question noire américaine de l'oppression des immigrés en Europe de l'Ouest c'est la tendance de la bourgeoisie à *expulser* les immigrés ; par contre les Noirs américains font partie intégrante du capitalisme américain depuis l'époque de l'esclavage, tout en étant ségrégués au bas de l'échelle de la société bourgeoisie américaine.

Dans une période de réaction, la bourgeoisie française est tout à fait capable d'expulser des milliers de personnes. Au début des années 1930, avec la dépression économique qui avait suivi le krach de 1929, un demi-million d'ouvriers étrangers en France (5 % de la population active), y compris des Polonais et des Italiens catholiques, furent victimes de rafles et expulsés au même titre que les Algériens et les Juifs d'Europe de l'Est : la démagogie antisémite et anti-immigrés qui accompagnait ces rafles pava la voie à la déportation par le régime de Vichy de plus de 70 000 Juifs vers les camps de la mort nazis. La bourgeoisie française est capable de recommencer, surtout avec une population qu'elle considère comme un surplus inutile pour ses profits, maintenant que ferment les usines. Comme ils n'ont plus besoin d'importer de la main-d'œuvre, l'immigration est pratiquement nulle depuis 25 ans. L'extrême droite réclame déjà la déportation de millions d'immigrés.

La Ligue communiste internationale, et sa section française la LTF, lutte pour les « Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! » La question immigrée est fondamentalement une question de droits démocratiques : d'égalité de droits. Mais ces droits ne peuvent être conquis et préservés que par le prolétariat en lutte pour arracher le pouvoir d'Etat des mains de la bourgeoisie et pour établir une économie centralisée et planifiée. Les groupes qui se disent trotskystes, communistes ou socialistes mais qui font preuve d'indifférence et justifient même l'oppression raciale, le font parce que leur perspective est de maintenir en place le système capitaliste et d'obtenir quelques miettes pour la couche supérieure des ouvriers privilégiés par la collaboration de classe.

L'existence de centaines de milliers de jeunes issus de l'immigration maghrébine et africaine qui *sont français* est considérée comme un véritable « problème » pour la bourgeoisie française et la social-démocratie. En plein milieu de la réaction contre le mouvement « beur » des années 1980, et suite à une série de grèves dans le secteur privé et notamment l'automobile dans lesquelles des travailleurs immigrés étaient très impliqués, Mitterrand a fait la remarque en 1988 que la France avait « atteint le seuil de tolérance » avec l'immigration. Dans la direction des grèves combattives, et dans la classe ouvrière, le PCF attisait le chauvinisme français pour renforcer la collaboration de classe. Comme « preuve » de loyauté pour entrer dans le gouvernement de Mitterrand en 1981 ils ont détruit au bulldozer un foyer de



McDo du métro Strasbourg Saint-Denis à Paris, en grève depuis plus de deux mois. Les jeunes d'origine immigrée sont touchés de façon disproportionnée par le chômage et l'emploi précaire.

travailleurs maliens à Vitry. C'est surtout le PS et le PC qui ont alimenté et pavé la voie à la réaction contre les populations à la peau foncée en France.

Tant qu'existait l'Union soviétique, un Etat ouvrier qui représentait un phare pour les ouvriers du monde en dépit de sa dégénérescence stalinienne, les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest devaient concéder une série d'acquis aux ouvriers. Avec la chute de l'Union soviétique en 1991, les bourgeoisies en Europe de l'Ouest ont commencé systématiquement à détruire ces acquis. Ils n'y sont pas parvenus jusqu'au bout parce que la classe ouvrière résiste fortement, avec des grèves et occupations d'usine, pour défendre ses propres intérêts contre les attaques capitalistes. Avec le chômage chronique c'en est fini pour le moment de la tentative de coopter quelques jeunes Français issus de l'immigration dans la voie parlementariste. Aujourd'hui il n'y a que deux élus d'origine étrangère au niveau national dans la politique française. La bourgeoisie a décidé le «zéro tolérance»: zéro immigration, zéro aide sociale aux jeunes issus de l'immigration dans les banlieues, zéro infraction impunie. La «tolérance» a été remplacée par la répression pure et dure, et ce sont les laquais réformistes dans le mouvement ouvrier qui la mettent en place.

En 1993 le code de la nationalité, qui donnait automatiquement le droit aux enfants d'étrangers nés en France de devenir français, a été aboli. Mais cette loi dite «Pasqua-Mehaignerie», était en fait le fruit des campagnes racistes sous le front populaire de Mitterrand pendant dix ans. Toute une génération de jeunes issus de l'immigration, qui ne parlent que le français et qui connaissent à peine le pays de leur parents ou grand-parents, ont été déclarés «non français» - c'est assez pervers pour un pays qui se considère comme la patrie des «droits de l'homme». Une couche de milliers de jeunes Français sans papiers a été créée.

En plus, leurs parents - dont la situation dépend parfois de la nationalité française de leurs enfants - ont été mis dans une situation très instable. Ceci touche en particulier les femmes. L'Etat français a créé des jeunes «apatrides»: sans pays. Des mères célibataires sont doublement pénalisées:

«Celles qui n'ont pas acquis la citoyenneté française et sont mères d'enfants nés sur le territoire français élèvent des enfants qui ne sont reconnus par aucun pays. Ils ne sont pas français (et ne le seront pas avant l'âge de seize ou de dix-huit ans), en vertu des lois Pasqua, et pas davantage marocains,

algériens ou tunisiens, les codes de la famille, au Maghreb, ne reconnaissent pas le statut des mères célibataires, et pas davantage un statut juridique d'un enfant naturel... Ces enfants, dès leur naissance, vont vivre sous le statut de l'exclusion» (S. Benani, «Le voile et la citoyenneté», 1995).

Le gouvernement capitaliste actuel PS-PC-Verts est arrivé à la tête de l'Etat bourgeois en utilisant des mobilisations de dizaines de milliers de personnes qui protestaient contre le sort des sans-papiers de l'église St-Bernard en 1996. En arrivant au pouvoir, loin d'abroger la loi Pasqua de 1993, il a voté les «lois Chevènement» de 1998; le sort des immigrés est devenu encore pire, alors qu'ils avaient espéré une amélioration avec un gouvernement «de gauche». Chevènement a systématiquement fiché les sans-papiers; les déportations d'immigrés ont augmenté (environ 8 000 en 1999, soit l'équivalent de plus d'un «charter Pasqua» par semaine - et cela sans compter ceux qui sont refoulés dès leur arrivée à l'aéroport!); il est plus difficile de se marier à un étranger. Les mairies refusent de délivrer des certificats d'hébergement, et ce encore plus depuis le 11 septembre.

Dans les cités-ghettos de la France, les enfants et les petits-enfants des immigrés confrontent un chômage croissant et la précarité de l'emploi à un niveau sans commune mesure avec la population française dans son ensemble. Pour les immigrés non originaires de l'Union européenne âgés de 25 à 49 ans le chômage *officiel* était en mars 1998 supérieur à 30 %, et il était de 55 % pour les jeunes femmes actives immigrées (hors UE) âgées de 15 à 24 ans! Puisque l'Etat «laïc» français cache les *inégalités* extrêmes dans la société française en prétendant que la République française est le pays des «droits de l'homme», il est impossible de savoir combien de jeunes Français issus de l'immigration sont au chômage. La seule étude jamais menée en France pour étudier les immigrés et leurs enfants, l'enquête «Mobilité géographique et insertion sociale» (MGIS) a été dirigée par Michèle Tribalat. Pour faire l'enquête elle a dû lutter contre «le poids de l'idéologie française selon laquelle il serait contraire à la tradition républicaine de distinguer des Français en fonction de leur origine, en raison du caractère prétendument discriminatoire d'une telle distinction.» Tribalat note aussi que «nous espérons avoir ainsi contribué à lever un tabou sur l'usage des origines en sciences sociales. La connaissance n'est pas un outil de discrimination. L'obscurantisme en est un» (Tribalat, «De l'immigration à l'assimilation»). La MGIS indique que 40 % des hommes âgés de 20 à 29 ans nés d'un père algérien sont au chômage.

Les immigrés et leurs enfants sont une population utilisée comme une armée de travailleurs de réserve, à utiliser en temps d'expansion économique, à mettre au rancart en période de crise économique. Une telle armée de travailleurs de réserve sert aussi à intimider les ouvriers et abaisser le salaire de tout le monde. Aujourd'hui, de plus en plus, les jeunes issus de l'immigration sont considérés comme une population «en trop» qui peut être expulsée, mise en prison ou tuée en toute impunité. Le nombre de détenus étrangers a *plus que doublé* (plus 110 %) entre 1975 et 2001. Le taux de chômage pour les hommes immigrés est passé de 9 % en 1981 à 18 % en 2000 (et 24 % pour ceux qui ne sont pas originaires de l'Union européenne). Dans le *Programme de transition* (1938), Trotsky explique que le droit au travail est le seul droit que possèdent les ouvriers dans une société d'exploitation. Ce n'est pas les ouvriers, mais les capitalistes qui doivent payer les crises chroniques de leur système. Nous luttons pour une échelle mobile des heures de travail pour

partager le travail entre tous les ouvriers existants, le salaire moyen de chaque ouvrier restant le même et suivant le mouvement des prix. Trotsky ajoute :

« Les propriétaires et leurs avocats démontreront l'« impossibilité de réaliser » ces revendications. [...] Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. Il ne s'agit pas du heurt « normal » d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! »

Pour une révolution socialiste pour balayer ce système pourri

Récemment il y a eu toute une hystérie raciste parce que des jeunes issus de l'immigration algérienne ont sifflé la Marseillaise lors du match France-Algérie. Les jeunes qui sont ensuite descendus sur le terrain ont été l'objet d'une vraie chasse aux sorcières ; ils sont soi-disant incapables de s'intégrer. Certains ont été condamnés à de lourdes peines. **A bas ces condamnations racistes !** Il n'est pas possible de s'intégrer dans une société qui ne vous offre ni travail, ni logement, ni papiers - maintenant, sans parler de l'avenir.

Les effectifs des travailleurs immigrés et leurs enfants ont été réduits avec la réduction du poids de l'industrie dans l'économie française. Cependant, les travailleurs immigrés et leurs enfants occupent une position centrale dans la production française jusqu'à ce jour. Loin d'être juste des « victimes », les travailleurs immigrés ont une puissance sociale clé pour faire une révolution. 45 % des travailleurs immigrés hommes sont concentrés dans les secteurs du bâtiment et l'industrie : ils représentent 13 % de la force de travail dans l'automobile (1 ouvrier sur 8 étant immigré) et plus de 17 % dans le bâtiment (1 ouvrier sur 6 étant immigré). L'étude MGIS montre que plus de 60 % des fils d'immigrés sont eux-mêmes ouvriers. Mais depuis l'introduction de l'intérim en 1973, la structure de la main-d'œuvre dans l'industrie a changé pour se concentrer largement sur l'intérim et des contrats à durée déterminée (CDD) : 25 % des jeunes salariés immigrés travaillent ainsi (et plus de 18 % des salariés africains ou maghrébins tous âges confondus).

Le chômage catastrophique parmi les jeunes est devenu un moyen classique de « diviser pour régner » pour l'Etat français, qui utilise les intérimaires sous-payés comme arme contre les syndicats eux-mêmes. Là où cela acquiert une dimension sociale supplémentaire, c'est dans les banlieues avec les jeunes d'origine immigrée. Le chômage y prend des proportions astronomiques et les cités-ghettos sont constamment sous tension avec la répression brutale et la violence des flics. La gauche française et le mouvement ouvrier, qui sont capables de mobiliser dans la rue des dizaines de milliers d'ouvriers, n'ont presque rien fait pour protester contre la terreur policière devenue pratiquement la routine dans les cités des banlieues et pour montrer le lien entre cette terreur et la surexploitation de la jeunesse avec les emplois-jeunes et le travail intérimaire.

Les tâches qui se posent pour que les travailleurs aient une unité de classe maximum, c'est de lutter contre la terreur raciste quotidienne dans les banlieues, de lutter contre la précarité d'emploi pour les jeunes et les jeunes immigrés. On peut voir la combativité ouvrière dans les grèves chez McDo des jeunes, français et issus de l'immigration, dans la récente grève des dockers qui a bloqué le port de Mar-

seille ou dans les luttes des Moulinex.

Les Algériens et leurs familles ne sont pas simplement une minorité opprimée en France, ils font partie de la classe ouvrière, où réside leur puissance sociale. Dans les premières années Mitterrand par exemple, en 1982-1983, ils ont été à l'avant-garde des grèves les plus importantes contre l'austérité du front populaire, notamment à Renault-Flins, Citroën-Aulnay et Talbot-Poissy, où ils ont dirigé leurs frères de classe « français ». En décembre 1995 les grèves ont paralysé les transports et la fonction publique pendant trois semaines. Ces grèves ont débordé le cadre syndical et posé la question du pouvoir. La LTF a lutté pour étendre ces grèves au secteur privé en mettant en avant notamment la question de l'oppression des immigrés et l'unité de la classe ouvrière. A peine quelques mois plus tôt, en mars 1995, il y avait eu une grande grève des ouvriers de Flins, où les immigrés étaient en première ligne. Mais les directions syndicales, y compris les pseudo-trotskystes, ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher l'extension de la grève de décembre 1995 au privé. Pour eux, la grève était un moyen de faire pression pour faire tomber le gouvernement gaulliste de Juppé, alors que nous communistes nous avons lutté pour étendre cette grève défensive et mener la classe ouvrière sur la voie de la conquête du pouvoir.

Comme nous l'écrivions en faisant le bilan de décembre 1995 (*le Bolchévik* n°136, janvier-février 1996) :

« La grève devait dépasser le simple cadre syndical, sur un programme pour unir la classe ouvrière tout entière et attirer à ses côtés les retraités, la jeunesse, les « immigrés », qui sont visés par la militarisation menaçante de la société française. Les tâches immédiates réclament une direction révolutionnaire et une direction léniniste : pour pousser les luttes du prolétariat en avant au lieu de les subordonner aux contraintes du système capitaliste ; pour démasquer dans l'action les dirigeants traîtres procapitalistes ; pour faire le lien avec les ouvriers des autres pays au moment où la bourgeoisie attise le racisme et la guerre commerciale. »

Il faut rompre avec la politique des réformistes qui dirigent les partis et les syndicats en France, pour construire de puissants syndicats industriels regroupant tous les ouvriers d'une industrie dans un seul syndicat. Mais surtout c'est la question de construire un vrai parti révolutionnaire, un parti comme le Parti bolchévique qui soit un tribun du peuple. Les travailleurs immigrés sont aussi un lien vivant avec les travailleurs en Afrique et en Asie. La lutte pour une révolution en France est liée à la lutte pour la libération de tous les pays sous le joug impérialiste. Nous travaillons pour construire un tel parti comme section française de la Ligue communiste internationale. ■

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 

3 € pour 4 numéros (1 an) - (incluant Spartacist)
Hors Europe : 4,50 € (avion 6 €)
Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

158

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Iran 1979 :

Révolution prolétarienne ou réaction islamique

Nous reproduisons ci-dessous une présentation récente dans notre local de Paris sur l'histoire de la lutte de notre parti contre la capitulation de la gauche devant la réaction islamique en Iran en 1979. La guerre en Afghanistan aujourd'hui souligne l'importance historique et actuelle de ces événements et la véracité du programme trotskyste pour la révolution permanente.

* * *

Dans notre Déclaration de principes internationale (voir *Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998), nous écrivons la chose suivante :

«La "Révolution iranienne" de 1979 a ouvert une période d'ascendance politique de l'islam dans le monde historiquement musulman. Ce développement a contribué à la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, et a en retour été puissamment renforcé par celle-ci. La prise du pouvoir par Khomeiny en Iran, et sa consolidation, ont constitué une défaite semblable à l'écrasement du prolétariat allemand par Hitler en 1933, même si cela s'est accompli à une échelle locale plus restreinte. Avec notre mot d'ordre de "A bas le Shah! Pas de soutien aux mollahs!" et l'attention que nous avons portée en particulier à la question femmes ("Non au voile!"), nous, tendance spartaciste internationale (TSI), nous sommes trouvés en totale opposition à la capitulation du reste de la gauche devant la réaction dirigée par les mollahs.»

Je pense que cette déclaration est importante sous deux aspects, et je voudrais que vous appréciiez chaque phrase à sa juste valeur. Première chose, nous comparons la défaite du prolétariat en Iran, bien qu'à une échelle locale plus restreinte, à celle du prolétariat allemand. C'est quand même une comparaison très forte, camarades, parce que le prolétariat allemand a été écrasé par le fascisme, par le nazisme. Nous disons aussi que non seulement cela a renforcé l'islam en tant que force politique, mais cela a contribué à la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. C'était un enclenchement du «nouveau désordre mondial», de ce qui se passe aujourd'hui. Dialectiquement, cette défaite a été renforcée par la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. Ca va dans les deux sens, donc. Nous étions effectivement, littéralement, les seuls, et nous en sommes fiers, à nous battre contre ces mollahs et contre le Shah, et pour la révolution socialiste en Iran, et ceci à travers nos mots d'ordre effectivement «*A bas le Shah! Pas de soutien aux mollahs!*», et «*Non au voile!*», soulignant l'importance centrale de la question femmes.

Nous avons traduit pas mal d'articles en persan qui ont été vendus ou diffusés pour ne pas exagérer à des milliers et des milliers d'exemplaires à travers toutes les sections, par différents canaux cela est arrivé en Iran, ça a été lu en Iran, et nous avons eu même des réactions par rapport à ça. Il y a deux points spécifiquement sur lesquels nous avons eu beaucoup de confrontations. C'est sur la question des droits démocratiques pour les femmes, donc «Non au voile!», et aussi sur les droits des homosexuels. Et je pense que cela a été dit ou que cela a déclenché beaucoup de «débat», parce que cela a déclenché beaucoup d'horreurs de la part de la gauche iranienne sur le fait que le voile est un «symbole de



Resistance

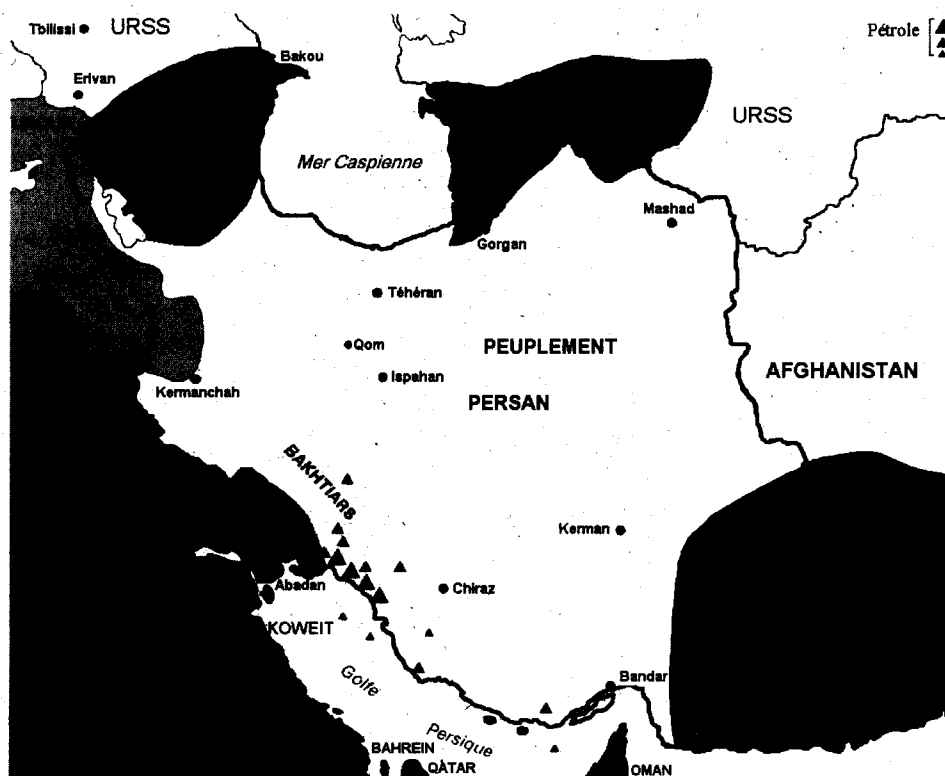
La grève des ouvriers du pétrole en octobre 1978 a paralysé le pays et précipité la chute du Shah. Ils ont été trahis par les staliniens du Toudeh.

l'anti-impérialisme», et que l'homosexualité c'est un «problème» en France mais qu'il n'y a pas d'homosexuels en Iran». Nous avons été harcelés physiquement. On a eu un camarade poignardé en Allemagne par des maoïstes turcs. Nous avons été jetés, poussés hors des manifestations comme des «agents de la CIA» et, après, quand nous avons salué l'Armée rouge en Afghanistan, comme des «agents du KGB», etc. Nous sommes fiers d'avoir dit la vérité au prolétariat, même si cette vérité est très dure à entendre et à voir.

La défaite en Iran et l'entrée des Soviétiques en Afghanistan

J'aimerais bien que vous regardiez attentivement cette carte géographique [voir page 14]: le titre dit, «L'Iran et sa perception de la sécurité intérieure.» Les «ennemis intérieurs» des Perses, le peuple dominant, sont les minorités nationales. Vous voyez: Arabes, Baloutches, Kurdes, Azeris, etc. Mais aussi j'aimerais que vous voyiez comment le pays est stratégiquement important dans la région, dans la mesure où il y avait les Républiques d'Asie centrale soviétique au nord, avec les mêmes peuples des deux côtés des frontières, et juste à côté vous avez l'Afghanistan.

En février 1979 les mollahs prennent le pouvoir en Iran. Cela prend un certain temps avant qu'ils consolident leur pouvoir. Mais quelques mois plus tard, fin décembre 1979, les Soviétiques interviennent en Afghanistan. C'est pour se défendre, pour défendre leur frontière sud, parce que les armes impérialistes passaient par l'Iran pour aller armer les moudjahidines afghans, qui avaient commencé à égorger les instituteurs qui cherchaient à apprendre à lire et à écrire aux filles. Ce n'est rien d'autre que le début de la deuxième guerre froide, et de provocations quasi-quotidiennes contre l'Union soviétique. Et 1988, avec le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan, c'est le début de la fin pour l'Union soviétique. Comme nous l'avons dit à l'époque: «Il vaut mieux défendre l'Union soviétique à Kaboul qu'à Moscou!» Mais la bureaucratie stalinienne conciliait les



« L'Iran et sa perception de la sécurité intérieure » : Cette carte d'après « l'Atlas stratégique » de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, datant de 1988, montre les principales minorités nationales en Iran.

impérialistes et refusait de lutter dans l'intérêt du prolétariat ; cela a accéléré la contre-révolution capitaliste qui a balayé les Etats ouvriers déformés en Europe de l'Est et la révolution d'Octobre 1917 elle-même.

Cette présentation, donc, a pour but limité de montrer deux choses : premièrement la justesse par la négative de notre programme trotskyste de la révolution permanente, et la nécessité du parti révolutionnaire. Deuxièmement de montrer que cette défaite n'avait rien d'inévitable. Une révolution prolétarienne en Iran aurait changé la situation, et cela était possible. Dans ce cas-là, aujourd'hui, on n'aurait pas parlé de cette horreur de la guerre en Afghanistan, et on n'aurait peut-être pas parlé du « nouveau désordre mondial ». Donc la présentation sera forcément limitée et a besoin d'être complétée par des lectures des camarades eux-mêmes, et il y en a beaucoup. Je veux surtout insister sur la lecture que j'avais recommandée aux camarades « Iran et Révolution permanente », qui est dans *Spartacist* (édition française n° 21, automne 1983), et qui vous explique comment le prolétariat en Iran aurait pu prendre le pouvoir par deux fois au moins dans son histoire, s'il n'avait pas été dirigé par des traîtres.

A plusieurs égards l'Iran du Shah ressemblait à la Russie d'avant la révolution de 1917. Prison des peuples, comme caractérisait Lénine la Russie tsariste, en Iran les Perses dominaient, et dominant toujours d'ailleurs, politiquement, diverses nationalités : les Kurdes, les Azeris, les Arabes, les Baloutches, pour ne parler que de ces nationalités. Cette domination s'exerce par la force des armes, et à travers une politique chauvine. L'autre analogie avec la Russie tsariste est l'existence d'une paysannerie pauvre, nombreuse et très arriérée. On est donc face à un pays à développement inégal et combiné, comme l'explique Trotsky dans *la Révolution permanente*, où vous avez le dernier cri de la technique possible, basé sur les rapports sociaux les plus arriérés d'un pays où il n'y a pas eu de révolution bourgeoise au dix-huitième ou dix-neuvième siècle. (Bien sûr, une différence

cruciale avec la Russie tsariste c'est que la hiérarchie religieuse orthodoxe russe avait été un bastion du tsar jusqu'au bout, alors que le clergé chiite iranien s'est opposé au régime du Shah en 1979.)

Aussi, le pays est caractérisé par un prolétariat très concentré et très puissant, socialement parlant, c'est le prolétariat pétrolier. Tout à l'heure quand j'ai montré la carte à une camarade, elle m'a dit « je ne savais pas que les champs pétrolifères sont là », je voudrais que vous regardiez bien, dans le Sud. Cela a été le cas. Après la guerre entre l'Iran et l'Irak près de ces champs pétrolifères ces deux villes-là, Abadan et Khorramchahr, ont été complètement détruites et cela a été dispersé. La raffinerie d'Abadan, qui était je pense parmi les plus grandes du monde, carrément, cela a été complètement dispersé dans le centre du pays. Donc cela veut dire que le prolétariat a été dispersé, évidemment. A ce moment-là c'était une concentration très importante de la classe ouvrière, socialement très importante, mais aussi politiquement. Le prolétariat iranien a eu par deux fois la possibilité de prendre le pouvoir, qui a été donné par le parti Toudeh (le parti stalinien pro-Moscou) à des nationalistes bourgeois et même y compris au Shah lui-même.

Je voudrais faire quelques points sur la Révolution russe de 1917, qui est donc notre point de repère international. Comme vous l'avez vu dans *Trois conceptions de la Révolution russe* (Trotsky, août 1939) on explique que la révolution de 1905 était une répétition générale de 1917. Mais il y avait aussi deux points très importants. Le premier était celui du caractère de la révolution russe parce que la Russie faisait partie aussi des pays où il n'y avait pas eu de révolution bourgeoise. La bourgeoisie était faible. Il y avait une classe ouvrière concentrée, puissante, mais aussi une paysannerie très nombreuse et extrêmement arriérée. Et le deuxième point c'était la question de la nécessité du parti. C'était la leçon qu'a tirée Lénine plus tard de 1905.

C'est surtout des *Trois conceptions* que je veux parler. Parce que quand vous réfléchissez à cela, au moment où ces

trois conceptions existaient la révolution russe n'avait pas eu lieu, donc c'était la première fois que la révolution allait avoir lieu, et dans un pays arriéré. Et donc il y avait trois visions : la vision des menchéviks, qui a été reprise plus tard, par Staline, évidemment, concernant la Chine au début, et c'était qu'il faut absolument une étape démocratique où vous mettez la bourgeoisie au pouvoir, et après, après cela on peut parler de la révolution socialiste, la révolution prolétarienne. Pour les menchéviks, la révolution bourgeoise russe pouvait uniquement se concevoir sous la direction de la bourgeoisie libérale, et elle devait remettre le pouvoir entre les mains de celle-ci. Ils dirigeaient le prolétariat sur une voie entièrement fautive.

Lénine avait une position claire que la bourgeoisie retardataire de la Russie était incapable de parachever sa propre révolution. Lénine avançait une formulation pour « la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » pour purger le pays des restes médiévaux, achever la réforme agraire, et ouvrir la possibilité de la lutte pour le socialisme. La conception de Lénine constituait un énorme pas en avant, dans la mesure où elle indiquait la seule combinaison réaliste de forces sociales pour accomplir la révolution. Mais sa faiblesse était la conception d'une dictature de deux classes. Lénine lui-même qualifiait ouvertement cette « dictature » de « bourgeoise ». Il voulait dire par là que pour sauvegarder son alliance avec la paysannerie, le prolétariat serait obligé, au cours de la révolution à venir, de renoncer à entreprendre, d'une façon directe, les tâches socialistes. Trotsky explique : « L'insuffisance de la perspective des bolchéviks ne se révéla pas dès 1905, uniquement parce que la révolution elle-même ne connut pas un plus ample développement. Mais au début de 1917, Lénine, en lutte directe avec les plus anciens cadres du parti, fut obligé de changer la perspective. » C'est avec les « Thèses d'Avril » que Lénine tombe d'accord sur le rôle clé du prolétariat et le caractère prolétarien de la Révolution russe à venir.

La position trotskyste de la révolution permanente est résumée dans *Trois conceptions* :

« La victoire complète de la révolution démocratique en Russie n'est concevable que sous la forme de la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. La dictature du prolétariat, qui mettra infailliblement à l'ordre du jour, non

seulement les tâches démocratiques, mais aussi les tâches socialistes, donnera en même temps une forte impulsion à la révolution socialiste internationale. Seule la victoire du prolétariat en Occident préservera la Russie de la restauration bourgeoise et lui assurera la possibilité de mener l'édification socialiste jusqu'au bout. »

La gauche et les mollahs

Le régime haï du Shah se basait sur la répression de la gauche et de la classe ouvrière à travers la SAVAK, la police politique très importante et sanguinaire, et il y avait aussi à travers ça l'oppression des minorités nationales et des femmes. Après que la classe ouvrière avait eu la possibilité de prendre le pouvoir et que le parti Toudeh l'avait trahie, il y a eu le massacre des dirigeants du parti Toudeh, donc la gauche était vraiment très petite, c'est clair, et évidemment dans la clandestinité.

En 1977 commencent les protestations dans les bidonvilles autour de la capitale, et elles sont suivies par des manifestations étudiantes qui arrivent à avoir un soutien populaire assez important. Evidemment l'armée répond en tirant sur les manifestants, et en réponse à cela les manifestations se généralisent à pratiquement tout le pays. Dans ce cadre-là il y a un certain Khomeiny qui fait surface. Qui était Khomeiny ? Un mollah, un curé musulman, réactionnaire comme il se doit, évidemment, et faisant partie du clergé puissant, propriétaire terrien. Je pense qu'il est important de souligner qu'il était propriétaire terrien. Le clergé a beaucoup de terres en Iran. La première action politique de Khomeiny a eu lieu dans les années 60, quand il s'est opposé d'une manière très réactionnaire à la « révolution blanche » du Shah. Qu'est-ce que c'était, la « révolution blanche » ? C'était comme une soupape de sécurité contre l'explosion de masse, cherchant à partager quelques terres dans la paysannerie et donner le droit de vote aux femmes. C'était trop pour Khomeiny, et il a mobilisé la bourgeoisie du bazar, qui était sa base d'ailleurs, pour faire un soulèvement totalement réactionnaire contre spécialement ces deux points, c'est-à-dire le droit de vote pour les femmes et la distribution des terres.

Il a été exilé en Irak à ce moment-là, et comme par hasard

Suite page 28

Spartacist
édition
française n° 34
(automne 2001)

Publié sous la
direction du comité
exécutif international
de la LCI

1,50 € (64 pages)

Commande :
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



SPARTACIST
NOMBRE 34 EDITION FRANÇAISE AUTOMNE 2001

Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste
PAGE 4

Trotsky et l'Opposition de gauche russe
PAGE 28

Susan Adams, 1948-2001
PAGE 2

LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
PAGE 14

Volume relié

SPARTACIST
édition française
Mai 1972 à décembre 1977 (numéros 1 à 14)
25 €

Spartacist est l'organe théorique de la LCI, anciennement tendance spartaciste internationale, depuis sa première conférence internationale déléguée en 1979. Il est publié sur une base non périodique en anglais, français, allemand et espagnol. Depuis 1972 *Spartacist* est une revue reflétant le programme et le travail de la tendance spartaciste au niveau international. Nous sommes fiers d'annoncer la publication de ce premier volume relié, avec un index chronologique et par sujet, de l'édition française de *Spartacist*.

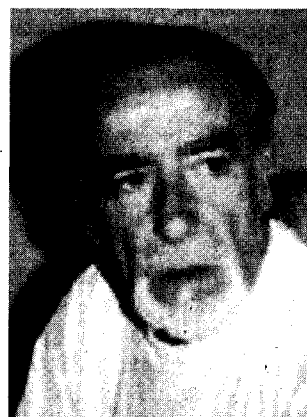
Commandes à l'adresse du journal

Festin pour les algues de mer

Un roman « hérétique » déclenche la fureur des islamistes en Egypte



BBC



Al Hayat

Le Caire, mai 2000 : Emeutes dirigées par des intégristes islamiques contre la publication du livre du Syrien Haydar Haydar (à droite). Le livre a été publié en arabe seulement.

Le bombardement de l'Afghanistan par les Etats-Unis a eu des répercussions considérables dans tout l'arc islamique. Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue au Pakistan, en Indonésie, en Egypte, en Jordanie et ailleurs pour protester ; ils tournent leur colère non seulement contre les impérialistes américains et leurs alliés, mais aussi contre leurs comparses, les monarches bonapartistes qui gouvernent les régimes locaux dans l'intérêt de leurs maîtres impérialistes. Ce qui est notable dans ces manifestations c'est qu'elles sont dominées par les

Une critique de Salah Shami

Walimah li-A'shab al-Bahr
(Festin pour les algues de mer)

par Haydar Haydar
5^e édition, 2000

Maison des vagues, Beyrouth, Liban

intégristes islamistes, sans que cela ne provoque pratiquement le moindre battement de cil de la part des nationalistes petits-bourgeois ou des staliniens. Ces derniers avaient dans le passé représenté des forces politiques formidables dans la région, où ils se répandaient en phrases anti-impérialistes. La prépondérance et le développement de l'intégrisme islamiste réactionnaire découlent directement de l'évidente banqueroute des nationalistes bourgeois et de leur incapacité manifeste à honorer les promesses faites dans la période après l'indépendance, ainsi que des trahisons des staliniens qui se sont mis à leurs basques et qui ont capitulé devant eux.

L'énorme pouvoir dont disposent les intégristes pour marquer le discours social, politique et culturel au Proche-Orient s'est pleinement montré en Egypte en avril et mai 2000. Quelques mois après que le Ministère de la Culture avait ré-imprimé *Festin pour les algues de mer*, un roman écrit en 1983 par l'écrivain syrien Haydar Haydar, une vague de manifestations sans précédent dirigées par les intégristes et surtout composées d'étudiants a débuté dans le pays. La réaction du régime bonapartiste de Hosni Moubarak a été d'envoyer la police anti-émeutes, les voitures blindées, les gaz lacrymogènes et les balles en caoutchouc.

C'est *le Peuple*, le journal du « Parti travailliste » islamiste, qui a ouvert la campagne avec un article enragé de première page en forme de sermon, intitulé : « Qui est prêt à mourir avec moi ? » Il s'en prenait à une expression du livre où le mot « Coran » était suivi de « merde » et déclarait que Haydar était un pécheur, un personnage obscène et impudique ; il appelait les musulmans à se lever pour défendre leur foi et exigeait aussi la tête du ministre de la Culture, ainsi que celle de ceux qui avaient pris part à la publication du roman. Succombant à la pression, le ministre de la Culture a retiré le livre des librairies et nommé une commission chargée d'investiguer les accusations contre ce livre. Le livre et son auteur ont été acquittés par la commission, mais le ministre de la Culture, sous la pression du parlement, a soumis le livre au chef d'Al-Azhar, principale autorité et principal censeur religieux d'Egypte, qui a émis une condamnation en cinq points : le ministre de la Culture n'a pas consulté Al-Azhar avant la publication du livre ; le roman contenait des phrases qui critiquaient l'islam, Allah, le Prophète et le Coran ; il était érotique et plein de sexualité explicite ; il insultait les dirigeants arabes ; il violait les « lois divines » et les « valeurs morales ».



New York Times

Bagdad, juillet 1958 : Un soulèvement révolutionnaire, qui amena le prolétariat irakien aux portes du pouvoir, fut trahi par la bureaucratie soviétique et la direction du Parti communiste irakien.

Le chef d'Al-Azhar a profité de cette occasion pour étendre son pouvoir sur la vie culturelle, et il a exigé de superviser désormais toutes les publications du Ministère. En 1994, au parlement, un intégriste islamique avait attaqué le Ministère de la Culture, et lui avait reproché d'avoir traduit «des livres étrangers explicitement sexuels et offensants». A la suite de cela, il avait été conclu que de telles traductions seraient revues par Al-Azhar avant publication. Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature égyptien, s'est insurgé contre le «terrorisme intellectuel» des intégristes, déclarant que : «le censeur en Egypte n'est plus seulement l'Etat, c'est aussi le fusil des intégristes.»

Dans un article très convaincant consacré à la controverse suscitée par *Festin pour les algues de mer* et intitulé «Le roman, la politique et l'islam», le professeur Sabry Hafez rendait bien l'hystérie autour du livre. En le comparant aux *Versets sataniques* de Salman Rushdie, Hafez écrivait dans le *New Left Review* (septembre-octobre 2000) :

«Par contre, *Festin pour les algues de mer* est un roman politique sur le communisme et le nationalisme, sur les révolutions algérienne et irakienne. Vingt ans après la publication du livre, dans un contexte si réactionnaire que même le souvenir de ces grands mouvements a largement disparu, ces thèmes ont été escamotés pour laisser la place à une grotesque fixation sur une exclamation secondaire en bout de phrase, comme si la religion était maintenant le seul sujet laissé à la vie publique arabe.»

Suite au verdict d'Al-Azhar, le livre de Haydar a été interdit. La Sécurité d'Etat a convoqué le rédacteur et le directeur de la rédaction de la maison d'édition Horizons d'écriture qui avait publié *Festin pour les algues de mer*, et les a inculpés formellement de blasphème. Pour se maintenir au pouvoir, le régime de Moubarak réprime les islamistes lorsqu'ils représentent un défi, mais se tourne vers eux lorsque ce sont les opposants laïques qui le défient. Durant la période des manifestations contre le livre de Haydar, l'écrivain et humaniste égyptien Salah-al-Din Muhsin a été arrêté pour avoir publié *le Scintillement des Lumières*, un livre qui prônait ouvertement l'athéisme. Le premier verdict prononcé – six mois d'emprisonnement avec

sursis – a été cassé et, sous la pression des intégristes islamistes, Muhsin a été rejugé et condamné, en février dernier, à *six mois de travaux forcés*.

L'atmosphère de peur qui régnait après les violentes protestations et l'intimidation, par l'Etat, des intellectuels libéraux, a été bien rendue par Hamdi Abu Gullayil, un écrivain employé par le Ministère de la Culture, après son interrogatoire par la Sécurité d'Etat :

«Depuis ce jour-là j'essaie d'éviter les embûches. Chaque histoire que j'écris, je la relis plusieurs fois. Vu le nombre d'interdictions et mon incapacité à les déterminer, j'ai dû recourir à un conseiller juridique, un jeune avocat qui est mon voisin. Il lit chaque histoire que j'écris et chaque livre que je publie, particulièrement s'il est écrit par un écrivain naïf. Mon angoisse commence dès que le livre arrive chez l'imprimeur : il y a dans le livre une scène avec une femme assise à côté d'un homme, il y a quelqu'un qui pense, il y a quelqu'un qui mange avec appétit, il y a des gens, et partout où il y a des gens il y a le péché. Je rêve, j'ai des hallucinations et je plonge dans des cauchemars. Une fois ma femme m'a surpris totalement habillé à 4 heures du matin devant la porte de notre appartement. J'avais imaginé qu'un des livres chez l'imprimeur contenait une scène indécente et je partais pour arrêter l'impression avant le matin.»

– *Middle East Report*, été 2001

L'intégrisme islamiste a émergé ces vingt dernières années et a pris les proportions d'un mouvement de masse. Il se nourrit du désespoir et de la colère causés par la misère et la déchéance extrêmes des masses, et tire parti de l'ineptie et de la corruption des régimes capitalistes despotiques. En l'absence d'une alternative communiste viable, il se fait passer pour la seule force anti-impérialiste, celle qui peut sortir les masses de la pauvreté. Il prétend promouvoir la justice sociale en invoquant la «parole de dieu» et en appliquant la loi islamique. Comme l'expliquait au *New York Times* (14 octobre) Tarek Heggy, un commentateur politique égyptien, «Il est facile pour l'Egyptien moyen de dire, nous avons essayé la modernité mais elle ne nous a menés nulle part et nous ne sommes pas devenus l'Europe. Il lui est facile de dire, nous avons essayé le panarabisme et

cela n'a pas marché. Et s'il s'agit d'une personne à l'esprit simple, il pourrait ajouter que tout ça n'a pas marché parce que Dieu n'était pas avec nous. »

La chasse aux sorcières contre les écrivains et les intellectuels libéraux qui s'est intensifiée suite aux événements du printemps 2000 ne s'est pas limitée à l'Égypte ; elle a débordé au-delà des frontières, tout comme l'intégrisme islamiste, phénomène égyptien à l'origine, s'est étendu pour envahir une bonne partie du Proche-Orient. Du Maroc et de l'Algérie aux émirats du Golfe en passant par le Yémen et la Jordanie, les écrivains arabes sont assaillis et pourchassés par des fanatiques intégristes qui les accusent de « diffuser le blasphème ». Abd al-Karim al-Razihhi, écrivain yéménite, a été forcé de chercher asile en Hollande ; les écrivaines koweïtiennes Layla Al'Othman et Afaf Shu'aib ont été inculpées, tout comme le poète jordanien Musa Hawami-dah. En Algérie, le roman de Waciny Laredj – *la Dame de la demeure* – a été interdit pour « impiété ».

Lorsque *Festin pour les algues de mer* a été publié pour la première fois en 1983, les intégristes ne l'ont presque pas remarqué. Ils n'avaient pas, à l'époque, le pouvoir qu'ils exercent maintenant. Aujourd'hui ils sont déjà au pouvoir dans deux pays, l'Iran et le Soudan, et ils représentent de sérieux candidats au pouvoir en Algérie, en Tunisie, en Égypte, au Yémen et en Jordanie. Qu'ils aient pu mobiliser des dizaines de milliers d'étudiants contre un ouvrage de fiction publié 17 ans plus tôt et que la plupart de ces étudiants n'avaient même pas lu, donne la mesure de l'emprise que les intégristes détiennent sur la pensée des jeunes. Cela donne également la mesure de l'obscurantisme profond des masses et du niveau auquel leur conscience a régressé à l'ère post-soviétique. Pendant plus de 50 ans, Naguib Mahfouz s'en est pris à dieu et a écrit avec passion sur les prostituées et les homosexuels. Et pourtant les intégristes n'avaient jamais attenté à sa vie, jusqu'en 1994 alors qu'il avait 82 ans. De même, ce n'est pas avant 1992 qu'ils ont réussi à assassiner Faraj Fawdah, un intellectuel libéral radical qui lutta toute sa vie contre le fanatisme et l'obscurantisme.

Nous publions ici une critique de *Festin pour les algues de mer* – un livre qui n'est encore disponible qu'en arabe – écrite par Salah Shami, un sympathisant de la Ligue communiste internationale.

* * *

« La ville est belle, entourée par la mer et la forêt, mais, comme toutes les villes arabes, elle est morne ; gouvernée par la tyrannie, la faim, les pots-de-vin, la corruption, la religion, la haine, l'ignorance, la cruauté et le meurtre. »

C'est par cette sombre description de la ville algérienne de Bône [maintenant Annaba] que Haydar Haydar commence son remarquable roman, *Festin pour les algues de mer*. A travers deux histoires d'amour qui se passent à Bône dans les années 1970, et en se déplaçant entre l'Irak et l'Algérie, Haydar raconte avec colère et indignation l'histoire non écrite du Parti communiste irakien (PCI) et sa désastreuse destruction, ainsi que les sinistres réalités de la vie quotidienne en Algérie sous le régime militaire de Boumediène.

Ce roman est un mélange remarquable de fiction et d'événements historiques, écrit entre 1974 et 1983 dans un langage mêlant l'arabe classique et les dialectes locaux, et dont la publication en 1983 a été largement saluée. Il détaille la série de trahisons commises par le PCI et les occasions révolutionnaires perdues entre le moment où la

monarchie a été renversée en 1958, et la défaite et la brutale annihilation du parti par le Baas après le coup d'Etat de cell-ci en 1963. En quatre chapitres consacrés au PCI, Haydar rend très bien le sentiment de trahison qu'ont eu ses membres et les cadres, combattifs qui ont scissionné pour former une fraction déterminée à saisir le pouvoir ; leur stratégie combinait soulèvements urbains, guerre de guérilla et soutien militaire aux officiers communistes.

Furieux et dégoûtés, des cadres du PCI abreuvent d'injures la « direction traître, révisionniste et lâche. Elle a dévié de la pratique léniniste ; elle s'est mise aux basques de la bourgeoisie ; elle a refusé de saisir le pouvoir d'Etat qui était plus d'une fois à portée de main et d'ériger une dictature prolétarienne révolutionnaire [...] et, au contraire, elle a soutenu la dictature du grand dirigeant [Kassem] » ; et, « suivant consciencieusement les conseils bienveillants de Khrouchtchev, elle a choisi de suivre l'exemple du Parti communiste égyptien qui s'est dissous dans le Parti démocratique révolutionnaire de Nasser ». Avec la complicité du régime, la direction du PCI purge l'armée des éléments communistes militants qui, « affligés par la maladie infantile de l'ultragauchisme, rêvent de mettre sur pied un régime communiste dans cette zone sensible du Proche-Orient, mettant un terme à l'alliance avec la bourgeoisie nationale révolutionnaire qui a la bénédiction du grand frère du Kremlin ; ils rêvent de mettre fin à la politique de détente et de coexistence pacifique et de pousser le monde au seuil de la guerre nucléaire. » Haydar décrit dans le détail les massacres sanglants de communistes, d'ouvriers et de paysans à la suite du coup d'Etat baasiste. Des dizaines de milliers d'entre eux furent tués, emprisonnés, torturés ou forcés à l'exil. Il consacre également un chapitre à l'éphémère soulèvement guérilliste dans les marécages du Sud de l'Irak et son écrasement par le Parti baas en 1968.

Haydar donne une image lugubre de l'Algérie des années 1970, si éloignée de la glorieuse guerre d'indépendance que les monuments des martyrs de cette guerre sont enterrés sous des couches de sable. Le régime de Boumediène n'essaie même pas de prétendre qu'il appartient à cette époque. Les rues grouillent de jeunes sans travail ni domicile, et dont la « source de nourriture c'est les poubelles et les restes des restaurants chics fréquentés par les voleurs de la nouvelle classe. » La ville est « entourée de bidonvilles en carton et en tôle, grouillant de mouches, d'insectes rampants et de puces, et infestés par la dysenterie et la bilharziose ». Les rêves nés au plus fort de la guerre d'indépendance, de « réaliser une révolution démocratique dans la patrie du million de martyrs, ont été contrecarrés par les généraux qui ont offert le pays sur un plateau d'argent à eux-mêmes, aux marchands, aux bureaucrates et aux exploités impérialistes ».

La banqueroute du nationalisme bourgeois

Né en 1936, Haydar appartient à la génération d'écrivains et d'intellectuels dont la conscience politique a été formée par les troubles sociaux et l'agitation des années 1950 et 1960. Les victoires de l'Armée rouge étaient de récente mémoire ; les salves de Stalingrad avaient envoyé des échos à Dien Bien Phu et aux montagnes de l'Atlas algérien ; la révolution avait triomphé en Chine et à Cuba ; les mouvements de libération semblaient avoir réussi à chasser les puissances coloniales de la plus grande partie de l'Afrique et de l'Asie ; les monarchies avaient été renversées en Irak et en Égypte ; des millions d'ouvriers, d'étu-



Henissart



AP

A gauche : manifestation en décembre 1960 à Alger contre le pouvoir colonial français.

Ci-dessus : Commémoration de 1974 de la lutte d'indépendance, comprenant des femmes voilées. Les nationalistes bourgeois au pouvoir ont fait la promotion de la *chariah* réactionnaire.

dians, d'intellectuels de gauche et de paysans entraient massivement dans les partis communistes depuis l'Indonésie jusqu'à l'Irak, en passant par l'Irak ; les leaders nationalistes – de Sukarno à Nasser et de Lumumba à N'krumah – inondaient la radio de phraséologie anti-impérialiste et de promesses de sociétés égalitaires libérées de l'oppression. Les aspirations étaient grandes et les attentes sans limites.

Cependant à la fin des années 1960 et au début des années 1970, les masses avaient vu leurs espoirs contrecarrés l'un après l'autre ; elles voyaient les régimes nationalistes bourgeois qui avaient été installés avec l'aide des partis communistes, écraser les organisations ouvrières, les militants de gauche et les minorités nationales. Les occasions révolutionnaires étaient sacrifiées sur l'autel de la recherche futile par la bureaucratie soviétique de la «coexistence pacifique» avec l'impérialisme, et les ouvriers étaient enchaînés à la bourgeoisie par le dogme de la «révolution par étapes» (la révolution nationale bourgeoise maintenant, la révolution socialiste plus tard, c'est-à-dire jamais). Malgré leurs phrases «anti-impérialistes» et leurs prétentions «socialistes», ces régimes nationalistes bourgeois étaient liés à l'impérialisme par des milliers de liens. Jouant le rôle d'agents de la domination impérialiste, ils perpétuaient l'arriération sociale et économique de leurs pays. De vastes bidonvilles entourent les villes de Bagdad, Damas et Khar-toum ; des millions de paysans sans terre y vivent, chassés de leurs terres par de riches propriétaires. Les rues de ces villes grouillent de millions de jeunes au chômage et d'éléments lumpen. Désespérés, déçus et trahis à la fois par les nationalistes bourgeois et les staliniens, ils se tournent vers l'islam comme une sorte de consolation et d'espoir. Parmi ces éléments et parmi les étudiants qui ne voient aucun avenir, les intégristes islamistes ont trouvé un inépuisable réservoir de recrutement.

Le personnage principal du roman s'appelle Mahdi Jawad, un militant communiste irakien qui s'est rebellé contre la direction du PC irakien lorsqu'elle a refusé de renverser le régime d'Abd al-Karim Kassem, pavant ainsi la voie à la prise du pouvoir par le Parti baas. Une fois au pouvoir, les baasistes se sont lancés dans une terreur sans précédent

contre les communistes. Après quelques années en prison, Mahdi réussit à s'échapper et à entrer en Algérie où il travaille comme enseignant dans un pays dans lequel, pense-t-il, «les Arabes se sont surpris eux-mêmes et ont fait une authentique révolution». Il rêve de faire partie de cette société égalitaire «dans laquelle une Commune a été érigée [...] où personne n'est opprimé ni exploité». A sa grande déception, il découvre bientôt que la vie en Algérie n'est pas différente de ce qu'elle était en Irak. «La révolution a perdu sa fécondité et atteint la ménopause ; Boumediène gouverne le pays par la tyrannie et le meurtre» ; les communistes, les militants de gauche et les intellectuels sont torturés et violés en prison ; des bandes de jeunes au chômage errent dans les rues de la ville. Mahdi «marche toujours d'un pas pressé ; toujours plein d'appréhension ; toujours en alerte, craignant que quelqu'un ne l'attaque au prochain tournant [...] et il y a beaucoup de coins sombres dans cette ville morne qui a perdu tout sentiment de sécurité.»

Bientôt Mahdi tombe amoureux d'Assia, son élève, et cette relation lui procure un soulagement émotionnel dans la mélancolie de son séjour en Algérie. Assia, la fille d'un combattant du FLN qui avait été torturé à mort par les Français, vit avec sa mère Fadila et sa jeune sœur Manar. Sa mère a été forcée par sa famille d'épouser un marchand du nom de Yazid, dont elle est devenue la deuxième femme. Yazid, qui n'a aucunement participé à la guerre d'indépendance, a compris qu'épouser la veuve d'un martyr accroîtrait son prestige et augmenterait ses chances auprès du régime. Il passe ses journées à courir après des affaires louches au marché noir. Il bat régulièrement Fadila et opprime ses filles. Il déteste Mahdi qui a commencé à donner des leçons particulières d'arabe à Assia. Il est contre l'instruction des filles et dit à leur mère que pour protéger l'honneur de la famille «tes filles doivent rester à la maison. La ville est pleine de loups.»

Mahdi rencontre par hasard son compatriote Mihyar, un «intellectuel entiché de la gloire de la Commune et de Che Guevara». Mihyar travaille également comme enseignant et, comme Mahdi, est ancien membre de l'aile combative

du PCI. Il a participé au bref soulèvement guérilliste de 1968. Capturé par l'armée, il a passé plusieurs années en prison mais a réussi à s'échapper. Mahdi et Mihyar trouvent chacun chez l'autre un soutien intellectuel ; ils donnent libre cours à leur colère contre le PC irakien et le régime algérien.

Mihyar habite dans une pension appartenant à une ex-militante et combattante du FLN du nom de Fella. Elle a été violée par des officiers français. En tant que femme dans l'Algérie d'après l'indépendance, elle doit se soumettre à l'ordre islamique traditionnel imposé par le nouveau régime. Néanmoins Fella est très rebelle ; elle prend des amants parmi les enseignants arabes qui logent dans sa maison, boit de l'alcool et fume en public. Lorsqu'on se moque d'elle, elle lance avec colère : « Tout est permis aux hommes [...] la seule chose qui est permise aux femmes, c'est d'écarteler les jambes ! », en faisant un bras d'honneur et en ponctuant son dégoût d'un puissant crachat. Elle exprime constamment son amertume vis-à-vis des « maquereaux qui ont étranglé la révolution et volé ses fruits [...] ils n'ont même pas pris part au combat ». Ce qui attire Fella chez Mihyar, c'est qu'il est capable de comprendre sa situation personnelle difficile en tant que combattante du FLN à qui on refuse sa part dans les acquis de l'indépendance, et en tant que victime de l'oppression des femmes, et parce qu'il s'identifie avec son sentiment de défaite en voyant le pays s'enfoncer dans la détérioration sociale.

Parallèlement à ces personnages, un groupe d'enseignants expatriés venant de Palestine, de Syrie et d'Égypte intervient dans l'histoire. Leur présence donne au roman une envergure plus grande et montre que les dimensions de la misère et le sentiment d'échec et de défaite s'étendent au-delà de l'Irak et de l'Algérie. Dans son *Portrait d'Égypte* (1999), Mary Anne Weaver écrit : « En 1977, [Le Caire] explosait avec ses cinq millions de Cairotes exubérants. Les chariots aux couleurs chatoyantes des éboueurs et les troupeaux de chèvres et de moutons se disputaient les rues avec les 250 000 voitures privées de la ville. » « On m'avait dit que c'est un endroit difficile pour ne pas dire impossible à vivre. Les coupures de courant étaient fréquentes ; les pénuries alimentaires étaient parfois aiguës [...]. Il était quelquefois impossible de téléphoner à quelqu'un habitant le même immeuble. Le Caire est spécialiste des tohu-bohu assourdissants [...]. Je me souviens en particulier d'une soirée où je regardais avec des amis les lumières dansantes d'une procession funéraire qui passait par Imbaba. Nous avons appris le lendemain dans les journaux que deux enfants avaient été mangés vivants par des rats. »

Dans *Festin pour les algues de mer*, Haydar arrive non seulement à bien décrire le sentiment palpable d'échec, d'amertume et de défaite qu'expriment les personnages de Mahdi, Mihyar et Fella, mais il présage, de plus, les soulèvements qui devaient se produire plus tard à la fin des années 1980 : « Des périodes de guerres civiles dans lesquelles seront jetés les affamés, les orphelins, les ouvriers, les paysans et les chômeurs » et il prédit la montée des intégristes islamistes qui réussissent à canaliser la colère des jeunes chômeurs des villes vers l'obscurantisme religieux.

Le roman se termine tragiquement par la mort de Mahdi. Ses espoirs anéantis par la défaite de la révolution aussi bien en Irak qu'en Algérie, confronté à l'hostilité de plus en plus grande de la société algérienne et filé par des agents du régime irakien, « il ne pouvait voir que l'obscurité et la

mort ». Consumé par le désespoir, il se suicide en se jetant du haut d'une falaise dans la mer pour devenir un « festin pour les algues ».

Contrairement à ce que prétendent les ex-staliniens égyptiens, les libéraux bourgeois et les militants arabes de gauche qui ont défendu Haydar, *Festin pour les algues de mer* a un caractère blasphématoire et rabelaisien évident ; c'est ce qui le rend si puissant. Contrairement aux staliniens arabes qui ont capitulé depuis longtemps devant la bourgeoisie musulmane et son idéologie réactionnaire, Haydar est authentiquement et profondément irréligieux. Ses héros prônent une société laïque basée sur « la science et non pas la religion ».

Le fameux passage que les intégristes islamistes ont utilisé pour déclencher les émeutes au Caire contre le livre au printemps 2000, est sans ambiguïté un cri contre la religion, quelle que soit la manière dont on le ponctue pour l'excuser : « A l'âge de l'atome, de l'exploration spatiale et du triomphe de la raison, ils nous gouvernent avec les lois des dieux bédouins et l'enseignement du Coran. Merde. » En plusieurs occasions Mahdi discute avec Assia, qui tend à accepter la religion et les règles familiales, pour la convaincre « de rompre avec la religion, dieu, le mariage sanctionné par les lois islamiques, les valeurs traditionnelles, les contes de fées sur le ciel et l'enfer et tous les mythes séculaires ». L'une des raisons de la popularité si grande du roman est son thème antireligieux. Et, contrairement à ce que prétend Max Rodenbeck dans le *New York Review of Books* (16 novembre 2000) où il prétend que Haydar est peu connu, ses livres connaissent généralement sept ou huit éditions en dépit de leur interdiction dans la plupart des pays arabophones. Selon le *Middle East Report* (été 2001), *Festin pour les algues de mer* en était à sa onzième édition en mars de cette année.

Les staliniens égyptiens, qui sont restés silencieux durant l'affaire Salman Rushdie, ont perpétué l'islam en tant que « force révolutionnaire progressiste qui, dans toute l'histoire, a aidé à galvaniser les masses ». Leur bible c'était les livres d'Abd-al-Rahman al-Sharqawi, *Mohamed, le prophète de la liberté* et *Al-Husain : le martyr* (au sujet du cousin du prophète). Bachir Hadj Ali, un dirigeant stalinien algérien, a dit une fois à son auditoire : « Nous brandirons le Coran dans la main droite et le *Capital* dans la gauche. »

Libération des femmes par la révolution socialiste !

En s'opposant à la panoplie de cliques au pouvoir qui perpétuent « la carcasse de ce monde sacré et qui protègent le temple du monstre du désert qui flotte sur les puits de pétrole et l'incantation de l'islam », Haydar évoque les images d'événements et de noms historiques – la Commune de Paris, les Qarmates, les Zandj et Ibn Ruchd (Averroès) – qui leur donnent froid dans le dos et dont on doit ici expliquer la portée.

Les Qarmates étaient des égalitaristes qui ont rompu avec la secte ismaélienne et qui se sont soulevés contre l'Etat des Abbassides à la fin du neuvième siècle. Ils créèrent un Etat laïque basé sur la propriété commune dans ce qui est aujourd'hui le Bahreïn. Ils abolirent les rites religieux du jeûne et du hadj. Leur gouvernement élu comprenait une femme. Il a fallu plus de 70 ans au gouvernement central de Bagdad pour les soumettre en tuant plus de 60 000 personnes. Ils ne sont jamais mentionnés dans les manuels d'histoire officielle.

Les Zandj étaient les esclaves noirs amenés de l'Afrique de l'Est pour travailler dans les plantations de Bassorah en Irak du Sud. Menés par un paysan perse, ils prirent également les armes contre les Abbassides au neuvième siècle, saisirent les plantations et créèrent leur propre Etat. Ils furent écrasés après avoir survécu 20 ans.

Ibn Ruchd (Averroès), le grand chimiste, astronome et philosophe matérialiste dans l'Espagne musulmane, fut l'une des sources de l'athéisme dans la Renaissance. Dans son traité intitulé *l'Incohérence de l'incohérence* qui est une polémique contre le livre *l'Incohérence des philosophes* d'Al Ghazali, un théologien et défenseur du dogme, Averroès professait l'éternité du monde, concluait à l'existence de la matière non créée et affirmait la primauté de la raison sur la foi. Il fut exilé dans le désert d'Afrique du Nord et ses livres furent brûlés. Ses disciples furent condamnés et persécutés pendant l'Inquisition.

A l'image pudibonde et pieuse que présente l'islam de lui-même, Haydar oppose des thèmes sur l'amour sexuel profane, contrairement à l'abstraction de la religion hostile à la sensualité, et son soi-disant bonheur dans l'au-delà.

Ce qui ajoute de la force à *Festin pour les algues de mer*, c'est la manière particulière dont Haydar introduit la question femme, émaillant le texte de questions que les staliniens, qui n'ont que des paroles hypocrites pour parler de l'oppression des femmes et dont les rangs grouillent d'hommes qui battent leurs femmes, ne veulent pas traiter. A travers Mahdi, Haydar est exaspéré par la famille, ses traditions et ses lois islamiques. Le roman s'ouvre sur une flânerie de Mahdi et Assia sur la plage. Ils sont accostés par une bande de voyous qui les traitent avec mépris parce qu'ils se promènent ensemble: «Les femmes décentes ne se mélangent pas aux étrangers.» L'«étranger» est quiconque autre que le mari ou un proche parent, et si une femme est en compagnie d'un étranger c'est à coup sûr qu'elle prépare quelque chose de mal.

Les mères de Mahdi et d'Assia sont toutes deux des veuves qui ont été forcées à se remarier. Selon la tradition, une jeune veuve, s'il n'y a pas un homme pour la surveiller, apportera honte et déshonneur à la famille.

Algérie : pour la révolution permanente !

Pour un parti bolchévique ouvrier !

Collection d'articles du *Bolchévik* :

- L'armée algérienne en quête d'un accord avec les islamistes, *LB* n° 130, sept-oct 1994
- La guerre civile saigne l'Algérie, *LB* n° 145, printemps 1998
- 1962 – Défaite de l'impérialisme français en Algérie, *LB* n° 152, printemps 2000
- La torture pendant la guerre d'Algérie : le vrai visage de l'impérialisme français, *LB* n° 156, printemps 2001
- La rébellion berbère secoue le régime militaire de Bouteflika, *LB* n° 157, automne 2001

1,50 €

Commande : Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Cela libère la famille non seulement de la terrible responsabilité d'avoir à la protéger, mais également de celle d'en assumer la charge économique pour le restant de sa vie. Les deux mères subissent constamment les coups de leur deuxième mari.

Yazid s'oppose à l'instruction de ses belles-filles, Assia et Manar. Il se plaint auprès de leur mère qu'elles téléphonent et qu'elles s'intéressent aux séries télévisées occidentales qui sont corruptrices et contre la religion. Il leur impose un couvre-feu à partir de 19 heures parce que «la ville est pleine de loups». L'une des raisons du taux élevé d'analphabétisme parmi les femmes dans le monde musulman est que les jeunes filles sont retirées des écoles avant d'atteindre l'âge dangereux de la puberté; elles sont enfermées à la maison, seul moyen de les préserver du scandale et d'une vie perdue, avant d'être forcées à épouser des hommes dont elles n'ont même pas pu faire la connaissance.

Un des personnages du livre, qui avait pris part, en tant qu'organisateur militaire, au soulèvement de guérilla manqué en Irak, porte le nom d'Abu Sabri. Il fut recruté en prison où il purgeait une courte peine pour avoir tué sa jeune cousine, qui avait déshonoré la famille en ayant des relations sexuelles hors mariage. Il devait laver la honte de la famille dans le sang pour restaurer son honneur. C'est ce qui s'appelle «crime d'honneur», un crime odieux commis chaque année contre des dizaines de milliers de femmes dans le monde musulman pour le «crime» d'avoir des relations sexuelles, d'aller vivre avec leur amant, d'être insolente ou désobéissante. Même les femmes violées doivent mourir: elles sont un déshonneur et un opprobre pour leur famille. Elles ont cherché le viol en sortant de la maison sans la compagnie d'un parent ou par la façon dont elles étaient vêtues. Une jeune femme a récemment été tuée en Jordanie par son frère cadet parce qu'elle avait embrassé un voisin. Il a été relâché de prison au bout de six mois seulement. Le parlement jordanien a repoussé une proposition de loi qui voulait criminaliser le «crime d'honneur». Dans les pays où il est illégal, le «crime d'honneur» constitue quand même un acte socialement acceptable. Un ancien fonctionnaire palestinien a déclaré à l'UNICEF que le «crime d'honneur» représente 70 % de tous les meurtres dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie. Des séries télévisées qui glorifient les héros qui «lavent la honte de la famille dans le sang» sont régulièrement diffusées sur la télévision nationale. Dans le roman *les Enfants du nouveau monde* d'Assia Djebar, le héros révolutionnaire qui combat dans la guerre algérienne d'indépendance doit tuer sa sœur de «mauvaise vie» avant que le maquis ne l'admette dans ses rangs: un homme qui ne peut pas restaurer son honneur ne peut défendre l'honneur du pays!

Dans le manifeste *Pour un art révolutionnaire indépendant* publié sous la double signature d'André Breton et Diego Rivera, Léon Trotsky écrivait: «l'artiste ne peut servir la lutte émancipatrice que s'il s'est pénétré subjectivement de son contenu social et individuel, que s'il en a fait passer le sens et le drame dans ses nerfs et que s'il cherche librement à donner une incarnation artistique à son monde intérieur.» Pour avoir fait cela, du point de vue indépendant de l'artiste, Haydar a vu son livre interdit. Néanmoins, le caractère exceptionnel du livre, sa puissance et son intérêt littéraire pousseront les jeunes Arabes et en particulier les femmes à le lire.

– Traduit de *Workers Vanguard* n°770, 7 décembre 2001

Afghanistan...

Suite de la page 2

issu de la révolution d'Octobre 1917. Cela va stimuler de nouveaux appétits des USA pour s'emparer de tout ce qu'ils peuvent dans cette région riche en pétrole, et accroître la menace militaire impérialiste contre l'Etat ouvrier déformé chinois.

Au moment où nous écrivons, les médias ont annoncé que Kaboul et Jalalabad sont tombées aux mains de l'Alliance du Nord, et que Kandahar est assiégée. Les impérialistes qui ont armé et financé les talibans, pour ensuite armer et financer l'Alliance du Nord pour renverser les talibans, craignent maintenant que leurs fantoches du moment se déchaînent. Le président français Chirac a proposé d'envoyer des troupes françaises dans le cadre d'une force multinationale sous les auspices de l'ONU pour «maintenir la paix». C'est le sommet de l'hypocrisie impérialiste. La «paix» des troupes impérialistes françaises gronde depuis les tombes, du Vietnam à l'Algérie. Les Nations Unies sont une feuille de vigne pour la terreur et la destruction de l'impérialisme US et de ses alliés dans le monde entier, de l'Irak à la Somalie et dans les Balkans. La Ligue trotskyste de France exige: *Toutes les troupes de l'ONU, de France et des autres puissances impérialistes hors de l'Afghanistan!*

Le Pakistan et d'autres pays musulmans sont déstabilisés; même les régimes les plus pro-américains sont confrontés à des manifestations de masse dirigées par les islamistes, depuis l'Egypte jusqu'à l'Indonésie. Les rivaux impérialistes des USA ont déclaré faire bloc avec ceux-ci «contre le terrorisme». En réalité ils ont saisi l'occasion pour lancer chez eux une campagne de mobilisation chauvine et raciste contre les immigrés et une remise en cause profonde des libertés. Les attaques contre la classe ouvrière à l'intérieur doivent leur permettre d'aiguiser la compétitivité de leurs trusts capitalistes sur le marché mondial, dans le contexte d'une récession économique de plus en plus dramatique. Ces rivalités se sont renforcées et se sont intensifiées depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS en 1991-1992. Maintenant les Etats-Unis dominent avec leur puissance militaire, mais derrière leur unité de façade, chacune des bourgeoisies impérialistes cherche à défendre ses propres intérêts.

Les fissures dans le bloc impérialiste sont devenues si manifestes que Kofi Annan vient de mettre en garde que «plus un conflit se prolonge, plus il est probable que des tensions se fassent jour alors qu'il est important de garder un front uni contre le terrorisme» (*le Monde*, 3 novembre). Le chancelier social-démocrate allemand Schröder a expliqué dans le même journal qu'il pousse pour une intervention militaire parce que c'est une opportunité pour légitimer l'engagement de soldats allemands dans des combats pour la première fois depuis 1945. L'Elysée, qui travaille en tandem harmonieux avec Matignon sur la crise internationale, insiste que «l'action militaire n'est pas suffisante [...]. Il faut faire davantage dans l'accompagnement politique et diplomatique» (*le Monde*, 3 novembre).

En France la situation sociale est instable et le consensus autour de la guerre impérialiste est fragile. La révolition augmente à la vue des cadavres d'enfants massacrés dans les bombardements, et du cynisme des impérialistes larguant du beurre de cacahuète entre deux bombes à fragmentation. Cela présente pour les marxistes une

opportunité pour intervenir dans le malaise croissant afin d'*élargir* la conscience politique des ouvriers à une conscience communiste. Nous, marxistes, luttons ici pour transformer la colère justifiée face à une guerre dirigée par les Américains contre un pays pauvre en une compréhension qu'il faut en finir avec le système capitaliste qui produit guerres, licenciements, racisme et misère. Le début pour cette bataille doit être la reconnaissance que l'ennemi principal des ouvriers en France est la classe capitaliste française. La pseudo-«extrême» gauche empêche cette prise de conscience en poussant en avant l'anti-américanisme, enchaînant ainsi la classe ouvrière à la bourgeoisie française.

Ben Laden et les talibans: le fruit amer de la guerre froide contre l'Union soviétique

Pour trouver les moyens d'en finir avec cette guerre il faut d'abord en comprendre le contexte et l'origine. Nous avons condamné l'assassinat criminel de milliers d'hommes et de femmes innocents lors de l'attentat du World Trade Center, et déclaré que «les attentats terroristes tendent à être perpétrés par des forces nationalistes ou religieuses parce qu'elles sont au mieux indifférentes et au pire hostiles



Friends of Afghanistan Society

Dans les années 80 les femmes ont pris les armes contre les moudjahidines; elles savaient que s'ils prenaient le pouvoir elles seraient à nouveau réduites en esclavage.

à toute la population qu'elles considèrent comme l'ennemi» (*le Bolchévik* n° 157, automne 2001). Le Pentagone quant à lui est le centre administratif et de commandement par excellence de l'armée américaine, et représente donc une vraie cible militaire, mais cela ne fait pas de cet attentat une «action anti-impérialiste». Il n'y a toujours pas de preuve de qui a commis les attentats, mais si c'est Ben Laden, celui-ci est une espèce de monstre de Frankenstein créé par les impérialistes eux-mêmes: ils l'ont acheté et payé pour ses services dans la «guerre sainte» contre l'armée soviétique en Afghanistan en 1979.

Nous avons salué l'Armée rouge en Afghanistan et souhaitons ardemment que les commandos soviétiques liquident les fanatiques islamiques qui jetaient de l'acide au visage des femmes sans voile et tuaient ceux qui osaient enseigner aux jeunes filles. Comme nous avons dit à l'époque:



Emmanuel Donand/AFP

Pour les femmes afghanes l'occupation impérialiste ne fait que perpétuer leur asservissement. Elles ont tenté de manifester, voilées, le 20 novembre à Kaboul.

«C'est probablement le premier exemple dans l'histoire moderne d'une guerre où c'est spécifiquement la question de la libération des femmes qui a mis le feu aux poudres. [...] Les révolutionnaires doivent se placer du côté de l'Armée rouge dans ce conflit – parce qu'une victoire des rebelles dirigés par les mollahs signifie une victoire pour l'achat et la vente des épouses, une victoire pour le voile, une victoire pour la pratique de l'usure, pour le servage féodal et le maintien de l'esclavage des femmes. [...]

«L'Union soviétique est intervenue en Afghanistan pour protéger ses frontières de menaces militaires grandissantes [...]. Il se trouve que le souci de l'Union soviétique concernant sa propre sécurité coïncide avec les intérêts de l'internationalisme prolétarien. Si l'Afghanistan est transformé en quelque chose ressemblant à l'Asie centrale soviétique, ce serait un énorme pas en avant, spécialement pour les femmes. On parle de trahison de l'Union soviétique envahissant l'Afghanistan, mais la Spartacist League a la position que la trahison serait que les troupes se retirent si elles le font sous les pressions et abandonnent ces gens, ces femmes, à la perpétuation de l'esclavage dans lequel ils vivent.»

– le *Bolchévik* n° 17, mai-juin 1980

Le but de Massoud, Ben Laden et des intégristes islamistes soutenus par la CIA, Mitterrand et Bernard Kouchner (qui était en mission contre-révolutionnaire en Afghanistan sous le masque de l'«aide humanitaire» avec Médecins sans frontières), était de perpétuer la barbarie et l'asservissement en Afghanistan, et de tuer un maximum de soldats soviétiques.

Aujourd'hui, la pseudo-«extrême» gauche française cherche à cacher sa honteuse histoire de soutien à sa propre bourgeoisie et aux moudjahidines à l'époque. Lutte ouvrière (LO) comparait l'intervention soviétique à la sanglante guerre des impérialistes français puis américains contre le peuple vietnamien, et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'était prononcée officiellement en 1981 pour le retrait soviétique. Nous mettions au contraire en garde à l'époque qu'il était possible que le Kremlin fasse un deal avec les impérialistes en se retirant.

Ce crime contre-révolutionnaire, les staliniens l'ont commis en 1989 (avec les hourras de LO, etc.) quand Gorbatchev a retiré le contingent soviétique, alors même que sur le terrain il l'emportait contre les moudjahidines de la CIA.

Gorbatchev croyait acheter avec cela un répit de «coexistence pacifique» avec l'impérialisme, en fait cela a été le prélude à la contre-révolution en Europe de l'Est et en URSS, et à la victoire des mollahs en Afghanistan. Tout en dénonçant la trahison soviétique nous n'avons pas baissé les bras en 1989. Au niveau international, la LCI a continué la lutte pour protéger et étendre les acquis de la Révolution de 1917 qui étaient menacés à l'extérieur par les impérialistes et à l'intérieur par la bureaucratie stalinienne. Par rapport à l'Afghanistan, le gouvernement afghan ayant décliné notre offre d'organiser une brigade internationale pour aller se battre jusqu'à la mort contre les Ben Laden et autres Massoud, nous avons fait une campagne financière internationale pour les victimes de la ville de Jalalabad assiégée par les moudjahidines de Bush senior et Mitterrand.

L'Afghanistan est aujourd'hui un des pays les plus arriérés de la terre, sans industrie. Il n'y a pas là-bas de prolétariat, qui est la seule classe historiquement progressiste à l'ère capitaliste, car c'est la seule classe qui a à la fois l'intérêt historique de renverser les capitalistes, et la puissance sociale pour le faire du fait de son rôle dans l'économie où elle produit les profits. Il ne peut pas y avoir de solution pour les opprimés, et notamment les femmes afghanes en-dehors d'une perspective internationaliste. Ce sont des révolutions ouvrières dans les pays de la région dotés d'une classe ouvrière comme l'Iran, l'Inde, le Pakistan, et surtout dans les centres impérialistes eux-mêmes, qui permettront de sortir le pays du Moyen-Age.

Aujourd'hui encore nous prenons un côté contre l'impérialisme: nous défendons l'Afghanistan contre l'attaque impérialiste, sans donner le moindre soutien politique aux réactionnaires talibans. Toute défaite de l'impérialisme favorise la lutte des classes ici. Et l'inverse est vrai également; pour en finir avec les guerres de déprédation impérialiste il faut briser l'union sacrée ici, et renverser la classe capitaliste dans les pays impérialistes qui dominent le monde, comme les USA et aussi la France. Comme le disait une camarade le 10 octobre à San Francisco lors d'un meeting de soutien pour les «Cinq de Charleston», des militants du syndicat des dockers dans le Sud profond des-

Etats-Unis poursuivis pour avoir défendu un piquet de grève contre une attaque des flics :

« Le mouvement ouvrier doit mener une lutte de classe ici et défendre l'Afghanistan contre l'attaque impérialiste ! La bourgeoisie utilise la ferveur patriotique actuelle pour augmenter massivement l'appareil de répression de l'Etat contre les travailleurs, les immigrés et les opprimés. [...] L'« unité nationale » cela veut dire des attaques contre l'emploi, les salaires et les libertés chèrement acquises, et cela veut dire que le poids de la crise économique croissante doit être porté par les travailleurs. »

Méfiez-vous des imposteurs centristes !

Quelques autres groupes se réclamant du trotskysme ont déclaré comme nous qu'ils « défendent » l'Afghanistan. Il y a d'abord une déclaration internationale de la Ligue pour une internationale communiste révolutionnaire (LICR, dont fait partie Pouvoir ouvrier en France) faite en commun avec le groupe Fraction trotskyste-Stratégie internationale (FT, centré sur le PTS argentin « ex »-moréniste) et Pouvoir ouvrier de Grèce. Leur déclaration capitule à la fois devant le nationalisme bourgeois anti-yankee du tiers-monde (ils ne dénoncent même pas l'attentat criminel du World Trade Center !) et devant le chauvinisme bourgeois des pays d'Europe occidentale gouvernés par des sociaux-démocrates. Ainsi ils concentrent leur feu contre l'impérialisme américain, et ont pratiquement pour toute référence à leur propre gouvernement un appel aux députés travaillistes ou sociaux-démocrates du PS, du PCF ou du SPD allemand à ne pas voter les crédits pour la « guerre des USA ».

Ce sont des « révolutionnaires » de pub anglais, de *peña* argentine, de café parisien ou de *taverna* grecque dont l'activité se réduit dans la pratique à faire pression sur le parlement bourgeois, en dépit de quelques rodomontades appelant par exemple « les travailleurs de l'industrie de l'armement à boycotter et à saboter la production destinée à la guerre impérialiste ». Il faut savoir que pendant la guerre des Balkans il y a deux ans et demi la LICR paraît à Londres dans des manifestations où figuraient en bonne place des mots d'ordre comme « Bonne chance à l'OTAN » et « L'OTAN maintenant ou jamais ». Quant aux morénistes ils rêvaient en 1980 de « la possibilité d'une extension de la Révolution iranienne [le régime obscurantiste anti-femmes de Khomeiny] à l'intérieur des frontières de l'URSS » (*Avanzata proletaria*, 12 janvier 1980) ! Le seul principe qui guide la LICR est le vote permanent pour les sociaux-démocrates qui dirigent l'Europe capitaliste aujourd'hui.

Avec la même politique que la LICR/FT, mais en plus sophistiqué (ils nous accusent de « kautskysme » parce qu'à leurs yeux nous ne proclamons pas assez bruyamment que nous sommes pour la défaite militaire de l'impérialisme), il y a l'Internationalist Group (IG), formé pour l'essentiel de renégats du trotskysme qui sont sortis de notre organisation ces dernières années. Le caractère frauduleux de leur « internationale » ne peut être plus évident quand on sait que leur « section » française n'a montré son existence potentielle depuis le 11 septembre que dans la publication en français dans le cyberspace de la déclaration de leur organisation américaine, sans le moindre commentaire contre l'impérialisme français.

Dans *l'Internationaliste* n° 1, leur seule publication en trois ans en français, datée juin 2001, ils nous traitaient de « défaitistes » parce que notre déclaration de principes internationale disait que « la « Révolution iranienne » de 1979 a

ouvert une période d'ascendance politique de l'islam dans le monde historiquement musulman ». Comme nous le disions dans *le Bolchévik* (n° 157, automne 2001) :

« L'IG camoufle le danger de la réaction religieuse pour mieux capituler devant la direction actuelle du « mouvement de masse ». Ils ne veulent pas reconnaître l'impact énorme qu'a eu la contre-révolution capitaliste en Union soviétique, qui a fait régresser le niveau de conscience politique du prolétariat au niveau mondial. L'IG au lieu de cela capitule devant cette régression et confond délibérément le désir de lutter des travailleurs avec la conscience révolutionnaire qu'il faut pour triompher sur la bourgeoisie. Dans la pratique cela les conduit à faire passer des forces qui sont hostiles à la classe ouvrière pour meilleures qu'elles ne sont et à se mettre à leur remorque. »

Ces phraseurs parlent même de la « révolution socialiste » en Afghanistan alors qu'il n'y a pas de classe ouvrière. En réalité l'IG ne s'intéresse pas au prolétariat. Il vend sa marchandise à diverses audiences de petits-bourgeois nationalistes. Sur leur site Web, ils se moquent que « la SL se présente comme les combattants d'avant-garde contre l'intégrisme ». Son mépris pour notre opposition intransigeante à la réaction islamique est un rejet tacite de notre appel à une victoire de l'Armée rouge contre les mollahs en Afghanistan dans les années 1980. C'est aussi un billet d'intention pour les nationalistes qui se trouvent dans les endroits de la planète où l'islam domine, pour désavouer la lutte pour le pouvoir prolétarien dans ces pays au nom d'un « front unique » contre l'impérialisme américain. C'est, en embryon, un abandon de la théorie de la révolution permanente de Trotsky, qui affirme que, dans les pays arriérés, le prolétariat est la seule force capable de diriger la lutte pour la justice nationale et la justice sociale. Comme Trotsky l'a souligné, seule la révolution prolétarienne peut briser le joug impérialiste sur de tels pays et, en s'étendant aux pays capitalistes avancés, mettre fin à l'impérialisme pour toujours.

~A bas Vigipirate !

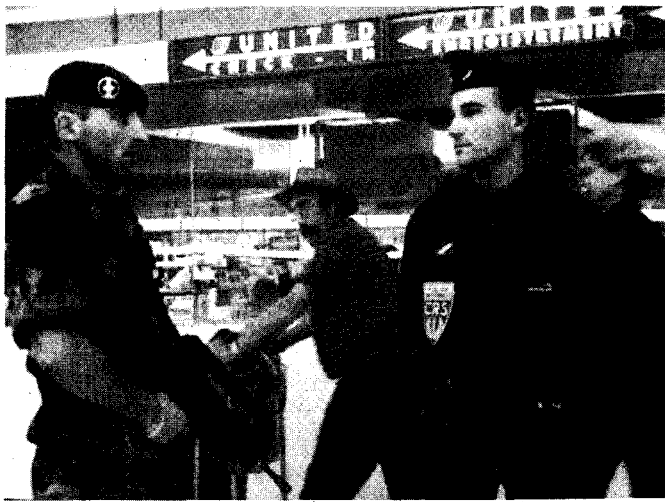
Le ministre des flics Vaillant s'est vanté d'avoir mis en place « Vigipirate renforcé » dans les 90 minutes qui ont

La vérité sur l'Internationalist Group

Une collection de documents et articles de la LCI, traduits de l'anglais et de l'espagnol et/ou publiés dans le Bolchévik, qui documentent la défection du trotskysme de l'IG et la trahison de classe au Brésil de la LQB.

Inclut notamment :

- « Mémoire sur les perspectives et les tâches de la LCI », janvier 1996
- « Pablisme de la deuxième mobilisation – Une défection inavouée du trotskysme », juillet 1996
- « Des documents judiciaires prouvent qu'ils ont poursuivi le syndicat en justice – L'IG couvre des trahisons au Brésil : mains sales, mensonges cyniques », juillet 1997
- « Mexique : pour la révolution ouvrière ! – La "gauche" sème des illusions dans le PRD nationaliste-bourgeois », août 1997
- « La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique », printemps 1998



Le gouvernement PS-PC a saisi l'occasion avec les attentats du 11 septembre pour remettre en place « Vigipirate renforcé », visant particulièrement les jeunes d'origine maghrébine.

suiwi l'effondrement des tours du World Trade Center. Nous avons été les seuls à immédiatement dénoncer Vigipirate. Ce plan n'est pas comme pendant la guerre du Golfe ou en 1995, où les gares et les stations de métro étaient quadrillées par l'armée et les CRS. L'impression de vivre sous une dictature militaire brutale d'une république bannière, ou disons-le comme sous un régime nazi, était certainement désagréable pour les petits-bourgeois imbus de l'idée que la France est le pays des Lumières et des « droits de l'homme ». Ce qui a été mis en place par le front populaire bourgeois de Jospin et Gayssot est beaucoup plus dangereux et beaucoup plus ciblé. Ce sont les contrôles dans les quartiers populaires effectués par des flics en civil et en uniforme, l'augmentation des déportations de sans-papiers (elles auraient augmenté d'au moins 30 %) et surtout la terreur dans les banlieues contre les jeunes principalement d'origine maghrébine, dont on ne parle pas à la télé ou dans les journaux.

Le gouvernement a déclaré en chœur qu'il ne faut pas confondre islam et terrorisme et que tous les musulmans ne sont pas des terroristes. En d'autres termes votre voisin ou votre collègue de travail algérien *pourrait* en être un. Cette campagne insidieuse vise à dresser les ouvriers « français » contre leurs frères de classe « immigrés » (et parmi eux les Noirs contre les Maghrébins), y compris ceux qui sont nés ici, et à les affaiblir tous contre les capitalistes. La population d'origine maghrébine est sous une pression énorme, souvent on se tait de peur de se faire soupçonner d'apologie pour Ben Laden.

Le visage ici de la « guerre contre le terrorisme », c'est aussi la nouvelle loi sur la « sécurité quotidienne » du gouvernement de front populaire, adoptée avec l'abstention bienveillante du PC (seul un député vert a voté contre, en plus de la droite pour qui la répression n'allait pas assez loin !) Les nouvelles mesures visent spécialement les réfugiés qui essaient de passer en Angleterre, et elles encouragent fortement la chasse au faciès. L'interdiction des « attroupements » dans votre propre hall d'immeuble (les couvre-feux nocturnes pour les mineurs dans les mairies de droite font presque figure d'enfantillage par rapport à cela), avec l'autorisation des fouilles au corps par les vigiles pri-

vés, et des véhicules par les flics. Toute grève sérieuse pourrait se trouver requalifiée en « acte terroriste » déstabilisant l'Etat.

Nous luttons contre Vigipirate non pas simplement parce que nous sommes solidaires des opprimés contre l'Etat bourgeois, mais parce que c'est crucial pour l'unité révolutionnaire du prolétariat, qui a une forte composante d'origine immigrée dans de nombreux secteurs stratégiques de l'industrie. Les ouvriers blancs ne pourront pas faire une révolution s'ils acceptent l'idée que leurs frères de classe « immigrés » sont des ennemis. C'est pourquoi un parti bolchévique d'avant-garde s'attacherait à mobiliser la classe ouvrière contre la terreur raciste de l'Etat bourgeois. A bas les pouvoirs spéciaux pour l'Etat capitaliste que représente la « loi sur la sécurité quotidienne » ! C'est une dangereuse attaque contre les libertés de tout le monde.

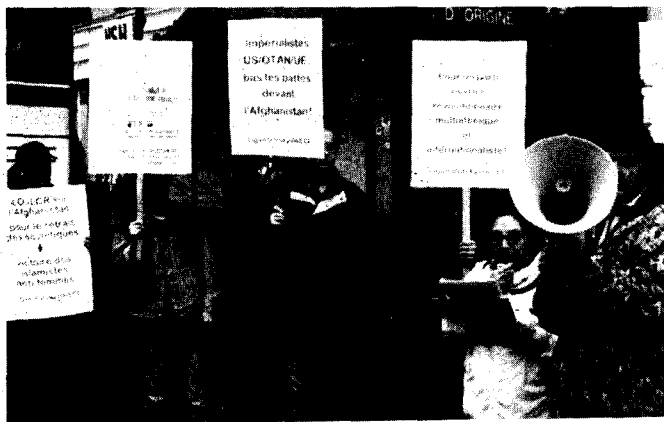
Aux USA et dans toute l'Europe les gouvernements ont mis en place des mesures similaires. En Allemagne un militant turc a été licencié pour la seule raison qu'il refusait de cesser le travail pendant les cinq minutes de silence et de solidarité avec les USA décrétées par le gouvernement SPD avec le soutien enthousiaste du PDS. L'Union européenne envisage l'extradition systématique entre les Etats sur simple réquisition : les nationalistes basques se trouvent menacés d'extradition immédiate vers l'Espagne ; idem pour les militants de gauche italiens, et même peut-être les femmes irlandaises qui se font avorter.

En France le front populaire comme la droite mènent la campagne présidentielle sur les questions de politique intérieure, essentiellement en rivalisant sur le registre « sécuritaire ». Pour la première fois Lutte Ouvrière risque de faire un score supérieur au PC, et de le remplacer au moins au niveau électoral. Mais LO est loin de présenter la moindre opposition à cette campagne sécuritaire raciste. Ils n'ont pas dit le moindre mot sur Vigipirate en plus de deux mois : pour eux c'est une question embarrassante qui divise les ouvriers entre racistes et antiracistes. Par contre Arlette Laguiller dans son grand discours de rentrée le 12 octobre à la Mutualité s'est plainte de l'attrait de Ben Laden pour les jeunes des banlieues, se joignant ainsi à la campagne raciste du gouvernement pour les criminaliser en les dépeignant comme des apôtres de Ben Laden.

Suite à la sinistre mobilisation de 8 000 flics dans les rues pour le droit d'emprisonner sans limites les « suspects », LO s'est mise à dénoncer le « manque de moyens de la justice qui aboutit à l'allongement invraisemblable de la détention provisoire, et d'une façon générale, l'absence de moyens de la société face à la montée de la délinquance » (*Lutte Ouvrière*, 26 octobre). Ils veulent prouver qu'ils sont responsables vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Obnubilée par son score électoral, LO veut « ratisser large » et gagner en respectabilité : ce n'est pas le moment de faire de la parlote « révolutionnaire », qui pourrait de plus mettre en danger les abondants financements qu'ils reçoivent de l'Etat bourgeois (voir le *Journal officiel* qui, tous les ans, publie les millions de francs versés aux différents partis politiques).

Les réformistes et les centristes sont des obstacles à la lutte de classe, pas des partenaires de combat

Les réformistes et les centristes, qui en 1997 avaient tous, avec bémol (LO) ou sans (LCR, Pouvoir ouvrier), voté pour



Le Bolchévik

Paris, le 29 septembre : la LTF fait un contre-piquet alors que les féministes et la « gauche » manifestent en soutien à l'Alliance du Nord, ces laquais de l'impérialisme.

le front populaire, représentent un obstacle à une lutte de classe. Rien ne résume autant cela que les trois manifestations séparées du 11, du 16 et du 17 octobre à Paris. En l'espace d'une semaine il y a eu une manifestation antiguerre où l'opposition à la bourgeoisie française était pratiquement inexistante, une manifestation ouvrière avec des grèves économiques où la question de la guerre était évacuée, et une manifestation protestant contre le massacre du 17 octobre 1961 où la répression *actuelle* représentée par Vigipirate notamment était absente. Nous avons été les seuls à intervenir dans ces trois manifestations avec notre programme internationaliste prolétarien, dénonçant le plan Vigipirate mis en place par le gouvernement PS-PC de front populaire, et défendant l'Afghanistan contre l'attaque impérialiste.

Une grève des cheminots contre les plans de licenciements et contre la guerre impérialiste commencerait à briser l'union sacrée ici. En Italie les syndicats COBAS ont organisé une grève générale contre la guerre le 9 novembre ; c'est le début d'une opposition politique à la guerre avec les moyens de la lutte de classe. L'obstacle, ce sont les réformistes qui faussent la conscience des ouvriers et amènent les luttes sociales à soutenir le front populaire, et aussi les syndicalistes combattifs qui rejettent la nécessité d'un parti révolutionnaire marxiste et luttent sur la base étroite d'une petite partie de la classe ouvrière et ramènent les luttes sur le terrain économiste.

En France, Lutte ouvrière a eu une banderole le 11 octobre contre l'intervention impérialiste, et s'est opposée explicitement aux appels du PCF à l'ONU (bien sûr sans aller jusqu'à défendre l'Afghanistan contre l'attaque impérialiste). Ils se sont mis à critiquer l'impérialisme français. Mais pour eux c'est une question entièrement séparée et qui n'a rien à voir avec la lutte de classe ici. C'est précisément dans leur éditorial après la manifestation syndicale du 16 octobre (*Lutte Ouvrière*, 26 octobre), où ils contestent les appels à l'« unité nationale », que leur réformisme se dévoile le plus nettement. Tout ce qu'ils proposent est de canaliser les luttes de la classe ouvrière pour obtenir de la bourgeoisie des réformes :

« L'unité dont nous avons besoin, ce n'est pas "l'unité nationale" avec nos exploités, c'est l'unité de toute la classe ouvrière, pour imposer au gouvernement une autre politique, comme l'interdiction de tous les licenciements. »

C'est sur le même principe de propager l'illusion que les impérialistes pourraient gérer rationnellement le capitalisme

qu'ils expliquent (*Lutte Ouvrière*, 2 novembre) que :

« L'intérêt des populations, partout dans le monde, aussi bien en Afghanistan qu'aux USA et ici même, c'est de se dresser pour obliger les dirigeants impérialistes à arrêter cette guerre ignoble ! »

Mais les licenciements, les guerres, le racisme, font partie intégrante du système capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production et le profit. On ne peut pas réformer le capitalisme pour qu'il marche dans l'intérêt des ouvriers et des opprimés. Il faut une révolution socialiste, dirigée par un parti d'avant-garde multiethnique, pour créer un Etat ouvrier basé sur la propriété collectivisée et une économie planifiée qui satisfera les besoins humains.

La LCR ou la liquidation du parti révolutionnaire

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Krivine/Besancenot a quant à elle au moins fait part de son malaise par rapport à Vigipirate. Sur le fond toutefois leur critique n'est pas différente des libéraux bourgeois de la Ligue des droits de l'homme, car pas plus que LO ils ne cherchent à mobiliser la classe ouvrière dans une lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois raciste de Chirac/Jospin.

La LCR a même été encore plus ouvertement pro-impérialiste que LO. Le 29 septembre c'est eux qui ont formé l'ossature et le service d'ordre pour une manifestation parisienne soi-disant pour les femmes afghanes, qui en réalité arborait d'énormes portraits en couleurs de l'islamista réactionnaire anticommuniste et anti-femmes Massoud, dont le régime entre 1992 et 1996 quand il contrôlait Kaboul était tellement horrible que beaucoup d'Afghans avaient accueilli avec soulagement la victoire des talibans. L'Alliance du Nord représente les « troupes terrestres » de l'impérialisme en Afghanistan aujourd'hui. Quand la LCR contribue à sa promotion sous couvert d'un mot d'ordre « neutre » « ni talibans ni bombardements », elle sert de couverture de gauche aux manigances de l'impérialisme français qui soutient les Tadjiks de l'ex-commandant Massoud, y compris avec des agents secrets qui officiellement sont sur place au moins depuis le mois de mars quand le gouvernement de front populaire et l'Union européenne avaient déroulé le tapis rouge à Massoud. Pour notre part nous avons eu un piquet le 29 septembre nous opposant à cette manifestation pro-impérialiste ; nous avions pour mot d'ordre notamment « Impérialistes bas les pattes devant l'Afghanistan ! », et aussi « A bas l'Alliance du Nord anti-femmes ! »

La LCR s'est félicitée d'avoir signé un « appel à l'opinion » tellement grotesque que cela a provoqué des remous jusque dans ses propres rangs. Yvan Lemaitre, dirigeant de l'ex-tendance Voix des travailleurs, issue de LO et qui s'est liquidée dans la LCR l'année dernière, a publié dans *Rouge* (11 octobre) une déclaration dénonçant cet « appel » : « Il y est demandé "que tout soit mis en œuvre pour identifier, arrêter et juger les auteurs de l'attentat", certes "dans le cadre du droit international et de la Charte de l'Onu". » Lemaitre fait à juste titre remarquer que « le droit international, comme la Charte de l'Onu, ne sont rien d'autre que la justification juridique, ce qui ne veut pas dire démocratique, des rapports de domination qu'imposent les grandes puissances ». Il ajoute enfin que la LCR ne doit pas « désavouer nos idées » pour une alliance de circonstance. Comme si la LCR avait des principes ! Leur comité central tout entier avait adopté il y a un an (voir *Rouge*, 7 décembre 2000) une motion pour « une bataille politique en direction de l'Union européenne et du

gouvernement français, afin qu'ils répondent positivement aux demandes pressantes du mouvement national palestinien», qui comme chacun sait consistent en l'envoi d'une «force d'interposition» de l'ONU!

En fait la LCR a publié le document de Lemaitre non pas dans l'objectif de changer la ligne pro-impérialiste de l'organisation, mais pour indiquer à ses propres membres qu'on peut avoir des opinions diverses dans la LCR. La JCR partage fondamentalement cette conception que la construction d'un parti léniniste d'avant-garde c'est complètement dépassé, voire une idée erronée à la base, même si cela veut dire renier les bolchéviks de Lénine. Sous la pression de notre propagande révolutionnaire ils ont fait des déclarations contre Vigipirate, avec en fin de cortège lors de la manifestation du 11 octobre une banderole disant non au racisme et à Vigipirate, et qu'un autre monde est possible. Mais aucun autre monde n'est possible avec la politique de la LCR/JCR de faire pression sur la bourgeoisie. Ils font occasionnellement des phrases ronflantes qu'«il n'y a pas d'autre chemin que de préparer la révolution» et que «nous devons nous préparer progressivement, méthodiquement, à une révolution sociale à l'échelle mondiale» (*RED*, octobre). Mais comme ils s'opposent à la lutte pour un parti bolchévique pour diriger une telle révolution, ils se retrouvent avec comme seule perspective de relayer «des revendications sociales et démocratiques», c'est-à-dire dans le cadre capitaliste. La LCR exprime cela plus crûment en faisant campagne pour réformer la police, revendiquant qu'elle pourchasse les vrais criminels comme les réseaux de prostitution et les trafics de femmes ou la délinquance en col blanc (*Rouge*, 13 septembre). En fait la police, comme l'armée, ce sont les chiens de garde de la propriété capitaliste, ceux qui ont le monopole de la violence pour écraser les révoltes des travailleurs et des opprimés.

Toujours en quête d'une «troisième force» autre que le prolétariat dirigé par un parti léniniste, la LCR s'est retrouvée en 1978 à la traîne des mollahs iraniens qui ont réussi avec la complicité des staliniens et des pseudo-trotskyistes locaux (dont les congénères de la LCR) à se subordonner un mouvement ouvrier combatif dont une grève des ouvriers du pétrole fit tomber le chah d'Iran, et instaurer une théocratie obscurantiste qui continue à sévir. Nous avons été les seuls en 1978 à nous prononcer contre le chah et les mollahs, pour une révolution ouvrière en Iran. Peu après, avec l'élection à la présidentielle de son candidat l'antivoiétiquet Mitterrand, la LCR se prononçait pour le retrait soviétique d'Afghanistan. La JCR en rajoute aujourd'hui en écrivant que «pendant cette période [1979] certaines femmes afghanes portent le voile en signe de résistance» contre le «régime totalitaire» que protégeaient les Soviétiques (voir *RED*, octobre)! Aujourd'hui la LCR et toute la soi-disant «extrême» gauche française versent des larmes de crocodile sur le sort terrible des femmes afghanes, mais ils se sont tous opposés, LO comprise, à tout ce qui y a vingt ans traçait une issue pour ces femmes afghanes, et en cela ils portent leur part de responsabilité à leur échelle minuscule pour l'horreur qu'elles n'en finissent pas de subir depuis dix ans.

La pseudo-«extrême» gauche s'est retrouvée à la traîne des mollahs qui ont réduit les femmes en esclavage. Nous étions de l'autre côté. Aujourd'hui nous défendons l'Afghanistan, un petit pays attaqué par l'impérialisme. Les anarchistes de la CNT renvoient au contraire dos à dos le régime afghan et les impérialistes. Leur tract titrait le 6

octobre: «Pas de guerre entre les peuples - Pas de paix entre les classes». Ils disent, entre deux tirades anti-américaines:

«Leur guerre ne sera pas la nôtre! La CNT dans sa lutte antimilitariste réaffirme son soutien aux déserteurs qui, souvent au péril de leur vie, refusent de participer aux massacres perpétrés par les armées, les groupes armés ou les polices qui participeront à ce conflit. Le combat à mener ne se situe pas pour nous sur un terrain moral, il ne s'agit pas d'une lutte entre le «bien» et le «mal», mais entre deux camps, celui des exploités et celui des exploités. Bush et Ben Laden sont, tous les deux, dans ce dernier... Nous pas.»

Dans les années 1930 Trotsky répondait à ce genre d'argument quand il expliquait qu'il fallait défendre l'Éthiopie du Négus, un monarque réactionnaire, contre l'Italie:

«Quand c'est de guerre qu'il s'agit, il n'est pas question pour nous de savoir qui est le «meilleur», du Négus ou de Mussolini, mais d'un rapport de forces et du combat d'une nation sous-développée pour sa défense contre l'impérialisme.»

- *Œuvres*, tome 6

Nous avons un côté, nous défendons l'Afghanistan contre l'impérialisme sans aucun soutien à aucune des factions afghanes créées et soutenues par les impérialistes. L'hypocrisie d'une «guerre contre le terrorisme» menée par les plus grands terroristes de la planète qui sont connus par leurs actes de génocide, de la guerre d'Algérie à la guerre du Vietnam crève les yeux. La «terreur» qui concerne les impérialistes c'est la résistance à leurs domination et prérogatives de classe. La défense de l'Afghanistan contre l'attaque impérialiste est complètement liée à la défense des masses ouvrières contre l'intensification de l'oppression et de l'exploitation. Cette défense nécessite le renversement de l'ordre impérialiste avec la révolution ouvrière. La tâche est d'éduquer et de mobiliser le prolétariat dans ce but en brisant la loyauté qu'ont les ouvriers dans leurs dirigeants sociaux-chauvins et leur politique de collaboration de classe.

Pendant la Première Guerre mondiale Lénine expliquait dans «Le socialisme et la guerre» (*Œuvres*, tome 21) que:

«L'unité avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la scission du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque en fait, aujourd'hui, la subordination de la classe ouvrière à «sa» bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes.»

Il ajoutait:

«Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme: telle est la tâche de l'heure.»

- Ligue trotskyste de France

14 novembre 2001

Pour contacter
la Ligue trotskyste:

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex 1
Tél: 02 35 73 74 47

Iran 1979...

Suite de la page 15

il a eu l'asile politique en France en 1978. Il était quelque part dans la banlieue parisienne, une petite ville qui s'appelle Neauphle-le-Château. Comme toujours l'impérialisme français cherchait à avoir les deux côtés pour lui, le Shah et Khomeiny en même temps. Et Khomeiny a commencé à diriger d'ici les manifestations de masse. Comment c'est possible? Imaginez, après 18 ans d'exil, il arrive ici et de la France il est en train de diriger... vous vous posez la question comment. Evidemment il y avait une base très importante de la bourgeoisie traditionnelle du bazar qui était toujours le soutien du clergé: la classe marchande traditionnelle dont les bases étaient menacées par la modernisation du pays. Cette classe sociale traditionnelle est condamnée par le progrès économique et a donc naturellement tendance à adhérer à une idéologie réactionnaire et à ses expressions politiques.

Mais surtout il y avait le rôle des organisations de gauche, et leur influence certes limitée, mais réelle, sur le prolétariat. Ces organisations ont littéralement lié les mains de la classe ouvrière à son ennemi mortel, donc, le clergé chiite représentant la bourgeoisie. Et ils ont soutenu Khomeiny et le clergé chiite, pour certaines de ces organisations, *jusqu'à la mort*. C'est-à-dire: y compris quand Khomeiny a commencé à massacrer les militants de gauche, eux, ils ont quand même soutenu les mollahs. Ils ont *dénoncé* leurs propres camarades à ce régime. Pendant qu'il y avait des militants dans les prisons, les dirigeants du parti Toudeh passaient à la télévision pour dire qu'ils ont fait une erreur s'ils ont dit quelque chose de mauvais sur le régime des ayatollahs. Il y avait le groupe guérilliste des fedayins qui, sous le coup de ce soutien à Khomeiny et aux ayatollahs, a scissionné, avec une partie qui s'appelle majorité, qui en fin de compte avait la même position que le parti Toudeh, comme quoi il faut soutenir les ayatollahs, et une partie qui s'appelait «minorité», qui ne pouvait pas être aussi pourrie que ça, mais qui n'a jamais rompu avec la politique stalinienne de révolution par étapes, c'est-à-dire la subordination du prolétariat à la bourgeoisie comme première étape, et la promesse de la révolution socialiste comme deuxième étape. Mais on n'arrive jamais à la deuxième étape parce que, comme l'histoire nous le montre (Chine 1927, Indonésie 1965, Iran 1979), la subordination politique du prolétariat à la bourgeoisie finit toujours avec le massacre sanglant des ouvriers et de la gauche par la bourgeoisie.

Il y avait aussi les pablistes en Iran (le HKS, la section sœur de la Ligue communiste révolutionnaire de Krivine), et dans une certaine mesure c'étaient les plus répugnants. Les pablistes ont jusqu'au bout soutenu le régime. Ils ont scissionné avec une partie qui a continué à soutenir le régime pendant que l'autre partie faisait quelques critiques, sans cesser de s'enthousiasmer pour le «mouvement de masse». S'il y avait eu des barricades leurs deux organisations se seraient tiré l'une sur l'autre, alors qu'en même temps ils se mettaient à la même table dans leurs discussions internationales; c'est le «Secrétariat unifié», n'est-ce pas. Il y avait 14 militants pablistes qui avaient été arrêtés au début de la révolution islamique. Ils avaient écrit une lettre ouverte à Khomeiny l'appelant «grand dirigeant de la révolution, ayatollah untel, nous n'avons rien fait, laissez-nous, etc.» Les pablistes n'ont fait aucune campagne pour libérer leurs propres camarades. *Nous* avons fait une campagne.

Quelques années après j'ai vu un de ces anciens pablistes



Illustrated London News

Une occasion révolutionnaire gâchée par le Toudeh: en 1951-1953 il fut forcé par sa base prolétarienne combative à diriger de grandes grèves et manifestations.

qui étaient en prison, et qui était sorti. Nous avons discuté, je lui ai demandé, «mais comment tu as pu écrire une lettre comme ça»? Je lui ai dit, «j'ai un programme qui te montre que l'intégrité existe». Il m'a dit: «L'intégrité n'existe pas». Je pense que c'est vraiment triste. C'était un jeune. C'était un exemple significatif à mon avis d'une couche de militants potentiels qui ont été écrasés, écrasés, démoralisés, fichus par une politique traître de révolution par étapes.

Nous avons combattu des arguments du genre c'est la première étape de la révolution qui a commencé. Nous avions Workers Power qui disait, «ça c'est un front unique anti-impérialiste». Nous avions des organisations qui disaient, «Khomeiny va prendre le pouvoir et les gens vont savoir comment il est mauvais, ils vont le renverser et après ça va être nous», que c'était un mouvement de masse, «même si Khomeiny est là ce n'est pas grave, on va aller derrière», etc. etc. Vous aviez même des dirigeants de différentes organisations qui se réclamaient du trotskysme et de la classe ouvrière mais qui allaient dans des manifestations en criant «Allah Akbar» (Dieu est le plus grand). Des femmes de gauche mettaient le voile sur la tête pour aller dans les manifestations pour ne pas casser l'unité avec Khomeiny.

Quant à Lutte ouvrière, à l'époque ils écrivaient des polémiques contre le suivisme abject des pablistes vis-à-vis des mollahs. Mais eux non plus ne voulaient pour rien au monde casser l'unité avec Khomeiny. Ils ont écrit dans *Lutte de classe* (8 janvier 1979) en parlant de l'armement du prolétariat: «Même en restant dans le cadre et sur les bases politiques actuelles du mouvement, ce serait là pour eux [les ouvriers] une tâche prioritaire et impérative. Car il ne s'agirait pas forcément de se heurter de front et d'emblée à la direction actuelle au niveau des mots d'ordre et des objectifs immédiats.» Ces gens-là reconnaissaient le caractère réactionnaire et anti-femmes de Khomeiny, ils parlaient de l'armement du prolétariat, mais au grand jamais il ne



AFP

Dès 1979 le régime des ayatollahs a commencé à massacrer les militants de gauche et les minorités (ici, des Kurdes).

fallait casser l'unité avec ces réactionnaires. Pas étonnant qu'un an plus tard ils ont dénoncé l'intervention soviétique en Afghanistan.

Toute une couche de militants a été massacrée, exécutée, violée, finie. Il y a eu beaucoup de scissions, mais les scissions ne sont jamais allées jusqu'au bout, c'est-à-dire elles n'ont jamais trouvé le programme révolutionnaire. Et, quand vous regardez à travers le monde là où il y a des Iraniens de cette génération de la gauche, c'est terminé: ce sont des cyniques corrompus, des désespérés, ou alors ils sont morts. Beaucoup d'entre eux mettent le *marxisme* en question, au lieu d'examiner leur propre programme pourri. Pourtant il y avait des moments clés où il était possible de changer le cours de l'histoire et de gagner la classe ouvrière.

L'intervention révolutionnaire de la tendance spartaciste

Nos opposants réformistes et centristes prétendent que notre mot d'ordre « A bas le Shah! Non au voile! » signifiait un abstentionnisme politique. Bien sûr, pour des opportunistes, l'activisme politique est toujours synonyme de suivisme par rapport au mouvement des masses. Par contre, nous avons développé une ligne politique active et interventionniste à chaque étape de la crise iranienne. En nous opposant par principe à la participation aux manifestations khomeinystes, nous n'avons pas opté pour le silence politique. En fonction de ses ressources et de la situation militaire concrète, une organisation trotskyste en Iran aurait utilisé l'ouverture créée par l'apparition d'une opposition islamique de masse et les hésitations occasionnelles de l'appareil répressif du Shah pour faire de l'agitation sur des revendications démocratiques-révolutionnaires et sur la totalité de son programme de lutte de classe. Une avant-garde trotskyste aurait aussi cherché à faire rompre avec Khomeiny la base des groupes de gauche, principalement les fedayins, en proposant à ces organisations une série d'actions de front unique contre le Shah, actions indépendantes du mouvement des mollahs et qui lui auraient été politiquement opposées. Nous avons essayé d'intervenir avec nos idées et notre propagande comme un facteur actif, nous avons pris un côté dans la lutte.

Le premier moment clé pour l'intervention révolutionnaire c'était (Khomeiny était toujours en France d'ailleurs) quand il y a eu des grèves très importantes, en octobre 1978, de la

classe ouvrière du pétrole. Ces grèves ont carrément paralysé l'économie du pays. Khomeiny a envoyé un dénommé Bazargan, qui est devenu plus tard son premier ministre d'ailleurs, pour dire à la classe ouvrière: faites grève si vous voulez, mais pour l'extérieur, pas pour l'intérieur. Les ouvriers ont répondu: « on n'a pas fait grève pour Khomeiny, on ne va pas l'arrêter pour Khomeiny maintenant. » C'était le moment d'intersecter la classe ouvrière avec le programme bolchévique pour l'indépendance politique du prolétariat, et de gagner l'avant-garde des ouvriers à la connaissance révolutionnaire. Khomeiny a envoyé une deuxième fois Bazargan en Iran, et à ce moment-là donc, ceux qui dirigeaient la classe ouvrière ont cassé la grève. Ils ont dit qu'il faut faire l'unité avec Khomeiny.

Le deuxième moment très important c'était quand Khomeiny est arrivé à Téhéran, en février 1979, et il y avait certains dirigeants de la SAVAK qui allaient être exécutés. C'était le moment d'avoir des tribunaux populaires, des tribunaux révolutionnaires, pour juger ces bourreaux. Qu'est-ce qui s'est passé? Ils ont exécuté deux ou trois des grosses têtes, haïes évidemment, je veux dire connues, et après ils ont remis en place la SAVAK avec la même structure, sous le nom de SAVAMMA. C'est la même chose, ça a juste un petit peu changé de nom. Donc ça a consolidé le pouvoir des mollahs.

Et le troisième moment clé c'est en mars 1979, quand il y a eu une manifestation de masse des femmes contre le voile, avec un service d'ordre des fedayins. Il y a deux jours de manifestations. Le premier jour il y a une attaque physique des mollahs contre la manifestation. Il y a une vraie résistance. Le deuxième jour les fedayins cassent la manifestation, parce qu'il ne fallait pas casser l'unité avec Khomeiny. Nous nous sommes battus pour *casser* cette unité réactionnaire, et gagner le prolétariat à une ligne d'indépendance de classe.

Donc c'était uniquement avec le soutien de la gauche que les mollahs ont pu consolider leur pouvoir. Et tout de suite après c'est le début des massacres de masse. Et quand je vous dis massacres de masse, je pèse mes mots. Des milliers, littéralement, de militants de gauche ont été exécutés.

Collection d'articles de la LCI/LTF sur l'Afghanistan

Spartacist n° 15-16 (printemps 1980)

« Salut à l'Armée rouge ! »

Le Bolchévik n° 91 (mars 1989)

- « Contre les mollahs de la CIA, égorgeurs de femmes : guerre à la mort ! »
- « LO, LCR et l'Afghanistan : ils ont hurlé avec les loups impérialistes »
- « Pour un soutien militaire internationaliste au gouvernement afghan »

Le Bolchévik n° 141 (hiver 1996-1997)

« Afghanistan : l'enfer pour les femmes »

0,80 €

Commande : Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

الرجعيين ضد الجيش الأحمر السوفيتي. أن المجموعات التي كانت تعرف "بأقصى اليسار" في أوروبا قد باعَت ذواتها السياسية لبرجوازي بلدانهم منذ أمد بعيد. وبالنسبة لهم فإن الوقوف ضد الأمبريالية الأمريكية "كعدو رئيسي" إنما هو مجرد تبرئة لذمة ولائهم للحكومات الاشتراكية الديموقراطية التي تم تنصيبها لتنفيذ سياسات التقشف والصرامة ضد الطبقة العاملة.

أن شعوب البلدان التي ترزح تحت الاستعمار الجديد، وفي ظل الأفلاس التام لوطنية البرجوازية الصغيرة، قد شهدت نموا مضطربا للظلامية الدينية، خاصة الأسلامية. وفي مواجهة الجبروت الأمبريالي الأمريكي، الذي يزود بالمال والسلاح الحكام الصهاينة القتلة، فإن البعض لا يرى بديلا غير تطويق أجسادهم بالمتفجرات وألقاء أنفسهم على الذين يرون فيهم تجسيدا لأضطهادهم.

أيًا كانت هوية الذين دبروا الاعتداء الانتحاري على مركز التجارة الدولي فإنهم يظهرون بوضوح عقلية هؤلاء الذين هم في الغالب الأعم متعصبون دينيون يؤمنون بأنهم مكلفون بالواجب الرباني للأبادة الجماعية لـ "غير المؤمنين". أن هؤلاء المتعصبون الأسلامي ينظرون إلى النفايين العماليين واليساريين والنساء غير المحجبات ككفرة ملحدين وعليه يستحقون العقاب الإلهي. أن رؤيتهم في جوهرها لا تختلف عن رؤية الأصوليين المسيحيين المتعصبين الذين يلقون القنابل على العيادات التي تقدم خدمات الأسقاط للنساء في الولايات المتحدة حيث ينتمي لويس فريه، والذي كان يرأس حتى الماضي القريب جهاز البوليس السري (ال "إف. بي. أي")، إلى الجماعة المسيحية سيئة الذكر "أوبس داي". كذلك لا تختلف هذه الرؤية عن رؤية الفاشستيين الصهاينة الذين يسعون إلى "تطهير" الأمة الفلسطينية من على وجه ما يعتبرونه "الأرض اليهودية المقدسة".

أن التفجيرات الإرهابية في العادة تنفذ بواسطة وطنيين أو قوى دينية لا تقيم وزنا لحياة المواطنين وتنظر إلى مجموع السكان كأعداء. أن الهدف من الإعتداء على مركز التجارة الدولي لم يكن إلا للقضاء ودون تمييز على أكبر قدر ممكن من الناس العاديين العاملين ذوي الأصول العرقية المتعددة. كماركسيون فأنا نقف ضد الإرهاب كأستراتيجية حتى تلك التي تنبع من دوافع حقيقية معادية للأمبريالية وتتخذ من مؤسسات الدولة القمعية الأصلية أهدافا لها، وكما هو واضح وبجلاء، فإن الاعتداء على مركز التجارة الدولي لا يمكن أدراجه تحت هذا الوصف. أن الاستعاضة بالأفعال الفردية، مهما بلغت من قدرة بطولية في بعض الأحيان، يتناقض مع الصراع الطبقي للبروليتاريا والوعي الذي تحتاجه الطبقة العاملة لتقود جموع المضطهدين للأطاحة الثورية بمجمل نظام الاستغلال والاضطهاد الأمبريالي. وبقينا، فإن أعمالا إرهابية كهذه تقدم خدمة جلية للدولة البرجوازية التي تتخذها كذريعة لتزيد من حدة القمع.

في أعقاب الثورة الرأسمالية المضادة في الأتحاد السوفيتي سعى الحكام الأمبرياليون الأمريكيون لأيجاد بديل للحرب ضد "الشيوعية الملحدة" يتمثل في شبح "الإرهاب الأسلامي". هذا هو العدو الخارجي الجديد الذي سعوا بدأب لحشد المواطنين ضده. أن هدفهم هو استخدام الاعتداء على مركز التجارة الدولي لتعزيز السند الشعبي لعملياتهم الإرهابية بالخارج مروجين أكذوبة أن جماهير العاملين لديهم مصالح مشتركة مع مستغليهم الرأسماليين. أننا نقول: أيتها الأمبريالية الأمريكية كفى يدك عن العالم! أن العدو الرئيسي هو بالداخل! أن هدفنا هو بناء حزب بروليتاري ثوري عالمي يفرس وسط الطبقة العاملة القدرة على أدراك قوتها الاجتماعية ومصالحها التاريخية كحافرة لمقبرة الأمبريالية الأمريكية.

Dans les prisons, des milliers et des milliers de personnes appartenant aux minorités nationales, spécialement des Kurdes, ont été massacrés. Des milliers d'homosexuels, de femmes, ont été torturés et assassinés.

Khomeiny a consolidé son pouvoir à travers autre chose. C'était la guerre avec l'Irak. Là aussi nous avons beaucoup d'articles qui ont été écrits, puis traduits en persan et travaillés avec pas mal de groupes iraniens. Là-dessus nous avons dit «les deux côtés sont réactionnaires», nous avons dit aux ouvriers «Retournez vos fusils contre votre propre bourgeoisie», «A bas les mollahs, à bas les colonels», «Transformez la guerre réactionnaire en guerre civile». Les mêmes groupes qui au moins se posaient des questions sur le soutien de la gauche à Khomeiny, ont commencé quand même à soutenir leur propre bourgeoisie contre l'Irak. Quand vous lisez *le Socialisme et la guerre* (Lénine, 1916) il explique le lien entre l'opportunisme et le social-chauvinisme, surtout en temps de guerre. C'était ça, avec des arguments différents, en Iran. Malgré la défaite ultérieure de l'Iran contre l'Irak,

Khomeiny a carrément consolidé dans le sang son pouvoir.

Une deuxième génération de militants potentiels a été liquidée dans cette guerre. Imaginez la force, la puissance potentielle de cette classe ouvrière complètement écrasée. Quand on voit maintenant que la défaite du prolétariat en Iran a servi de base pour renforcer la possibilité de la contre-révolution en Union soviétique, et que ça a pavé la voie pour la guerre en Afghanistan aujourd'hui et l'enfer pour les femmes là-bas depuis dix ans sous les moudjahidines soutenus par l'impérialisme, imaginez le contraire. Imaginez un instant si la révolution en Iran était une révolution prolétarienne qu'est-ce que cela voulait dire pour l'Afghanistan, qu'est-ce que cela voulait dire pour l'Asie centrale soviétique, qu'est-ce que cela voulait dire pour l'ex-Union soviétique en tant que telle. C'était pour vous dire, j'espère que c'était clair, que les défaites ne sont pas inévitables. Quand on se bat il est possible de gagner. Mais il faut avoir la capacité de nager contre le courant et d'être fidèle au programme qui peut mener la classe ouvrière au pouvoir. ■

وصربيا، قلنا أن الأطاحة بالأنظمة القومية الدموية والقمعية في تلك البلدان إنما هو واجب الطبقة العاملة.

في أعقاب الاعتداء على مركز التجارة الدولي لفقت وسائل الإعلام البرجوازية العديد من الروايات ونشرتها بكثافة وسرعة: حديث عن ان الطائرة التي سقطت في بنسلفانيا كانت في طريقها إلى المنتجع الرئاسي بكامب ديفيد (كيف تأتي لهم معرفة ذلك؟)، وأن قبيلة قد وضعت بالقرب من نصب واشنطن التذكاري، وأن الجيش قد أسقط طائرة فوق العاصمة واشنطن. كل هذه الروايات تبخرت بنفس السرعة التي نشرت بها. أن هذا التلفيق نموذج للدعاية الأميركية الحربية شبيهة بحادثة خليج تونكين المختلفة والتي أستغلتها الولايات المتحدة لتصعيد عدوانها على فيتنام لتقتل ثلاثة ملايين فيتنامي قبل أن يلحق العمال والفلاحون الفيتناميون الأبطال الهزيمة بالمارد الأمريكي. أن الاعتداء على مركز التجارة الدولي قد ينسب إلى الجبهة الديمقراطية لتحرير فلسطين، ولجماعات إسلامية مثل حماس وحكومة الطالبان الأفغانية وأسامة بن لادن وكلهم قد نفوا مسؤوليتهم. وحتى لو كان ابن لادن هو المسؤول، وهو الآن العدو اللدود للإمبريالية الأمريكية، فإنه صنيع الحكام الأميركيين الذين أشعروا ودفعوا في مقابل خدماته خلال الحرب الإسلامية "المقدسة" ضد الجيش السوفيتي في أفغانستان. لقد رحبنا بتدخل الجيش الأحمر في أفغانستان ملاحظين أن ذلك التدخل كان أحد الأمثلة القليلة للإنجازات التقدمية الحقيقية للبيروقراطية الستالينية السوفيتية. لقد وفر ذلك التدخل فرصة أمكانية أمتداد المنجزات الاجتماعية لثورة ١٩١٧ الروسية وبشكل خاص لجمهير النساء الأفغانيات اللاتي يرزحن تحت أشع ظروف الأضطهاد. أن هدف ابن لادن والأصوليين المسنودين من قبل وكالة الاستخبارات الأمريكية هو الاستمرار الأبدي للوحشية والاستعباد في أفغانستان.

أن العدو الغامض وغير المحدد "في الخارج" ليس هو الهدف الوحيد الذي يسعى الحكام الرأسماليون لقمعه وبكل وحشية. بل سينتهزون حادثة الاعتداء على مركز التجارة الدولي لتعزيز سطوة دولتهم - من شرطة ومحاكم وسجون إلى قوات مسلحة - ضد "العدو بالداخل". لقد سنت إدارة كلينتون وحزبه الديمقراطي عقب تفجيرات مدينة أوكلاهوما في عام ١٩٩٥ "القانون الشامل لمحاربة الإرهاب" الذي يخول أخضاع المهاجرين و"الغرباء" لمحاكمات سرية اعتباطية حتى بدون تحديد أي اتهامات. كذلك سن الديمقراطيون وبسند كامل من الجمهوريين "القانون الناجز للحكم بالأعدام" والذي وسع وبشكل كبير دائرة الجرائم التي تستوجب الحكم بالأعدام.

أن أول ضحايا أجهزة القمع سيكون هؤلاء وأولئك المنحدرون من سلالات عرقية شرق أوسطية خاصة في ظروف النمو المضطرب للهستيريا الشوفينية التي نشهداها الآن. أن هذا حقيقي ليس فقط في الولايات المتحدة إنما أيضا في غرب أوروبا. فعلى سبيل المثال أغرقت السلطات الفرنسية مترو الأنفاق بأعداد هائلة من قوات الأمن لأرهاب المهاجرين الذين ينتمون إلى الشرق الأوسط أو شمال أفريقيا. أن الهدف الأساسي هو ترهيب وقسر الطبقة العاملة ذات الأصول العرقية المتعددة وكبح قدرتها على الصراع الاجتماعي. وبكل تأكيد فإن قائم مقامات البرجوازيون وسط العمال من بيرقراطي اتحاد العمال الفدرالي والذين يعملون على ربط العمال بأحزاب مستغليهم، خاصة الحزب الديمقراطي، سيبدلون كل جهد لتحقيق ذلك. ولكن في ظل الاتساع المضطرب للهوة بين الأقلية القذرة من الأغنياء الذين يثرون من خلال الاستغلال البشع للطبقة العاملة وبين بقية المجتمع، فإن الحكام يتخوفون من أن مجرد شرارة احتجاج قد تؤدي إلى حريق اجتماعي هائل. وعليه فإن الاستمرار في بناء أجهزة القمع بالداخل، تلك الأجهزة التي أستخدموها باستمرار ضد أقليات الأحياء الفقيرة، لهو أمر بالغ الضرورة لتأمين حكمهم الطبقي.

بعد الثورة المضادة التي أدت إلى تحطيم الاتحاد السوفيتي، الدولة العمالية التي كانت تمثل بدلا للاستغلال والأضطهاد الرأسمالي، على الرغم من تشوها البيروقراطي، تبجحت الولايات المتحدة بأنها الدولة "العظمى الوحيدة في العالم" وأعتقد الحكام الأميركيين بأنهم لن يواجهوا أي تحد لخشونتهم تجاه بقية دول العالم. أن مظاهر الفرح والابتهاج التي قوبل بها الاعتداء على مركز التجارة الدولي في الكثير من دول العالم، على حساب خسارة آلاف الضحايا الأبرياء، لهو مقياس لحدة الكراهية للإمبريالية الأمريكية. كذلك هو مقياس لأنعدام الوعي بأمكانية هزيمة الإمبريالية الأمريكية من الداخل. أنه بالأمكان، بل ويجب إزالة الطغمة التي تدير دفة بورصة وول ستريت وواشنطن من الداخل بواسطة الطبقة العاملة التي تضم أعدادا كبيرة من السود واللاتينيين والمهاجرين من الشرق الأوسط وشبه القارة الهندية وشرق آسيا.

أن "اليسار" الأصلاحى الجبان في هذا البلد، ممثلا بشكل خاص في المنظمة الاشتراكية الدولية، يشيرون بأصابع الاتهام لمساندة الحكام الأميركيين لابن لادن والطالبان "كمقاتلين من أجل الحرية" أبان فترة الحرب الباردة. لكن ما تتجاهل المنظمة الاشتراكية الدولية ذكره هو أنها أيضا كانت تساند هؤلاء

قاوموا القمع الداخلي و"الثأر" الأمبريالي

الأعتداء على مركز التجارة الدولي

بيان من المكتب السياسي للعصبة ١ لأ سبار تاكية بالولايات المتحدة الأمريكية

١٢ سبتمبر- الأعتداء الذي نفذ بالأمس على مركز التجارة الدولي بواسطة أختطاف طائرات مدنية والذي اودى بحياة المئات من الركاب وطاقم الطائرات كان عملا أرهابيا مجرما لا يمكن تبريره أو الدفاع عنه. أن مركز التجارة الدولي، على الرغم من امكانية أعتباره رمزا لثراء الأمبريالية الأمريكية وأنتشارها العالمي، فإن المبنى يعمل في داخله عمال من مختلف الجنسيات والأصول العرقية والدينية. وفي الساعة التاسعة من صباح كل يوم عمل يعبر من خلال البرجين التوأمين وما جاورهما آلاف من العمال الآخرين الذين ينتمون لمختلف القطاعات - مواصلات، بناء، مكاتب وعدد آخر لا يمكن حصره. أن الحقيقة لا تكمن فقط في أن هدف العدوان (مركز التجارة الدولي) ليس هو بالمؤسسة التي تمثل حكام أمريكا الأمبرياليين، القتلة المتوحشين بل في أن الذين أرتكبوا هذا الاعتداء المروع (ولا يوجد دليل قاطع عن كونهم) ينتمون إلى نفس العقلية التي ينتمي إليها حكام أمريكا العنصريون والتي تساوى بين جماهير العاملين ومستغليهم ومضطهدهم الرأسماليين!

أن الأحزاب الحاكمة - ديموقراطيون وجمهوريون - متلهفون على استخدام جثث الضحايا لتعزيز نظام الحكم الطبقي الرأسمالي. أنها الفرصة ينتهزها الأستغاليون لترويج شعار حب الوطن "أمة واحدة لا تتجزأ" في محاولة لتوجيه الغضب المتصاعد في قاع هذا المجتمع بعيدا عن أنفسهم وفي اتجاه "عدو" أجنبي غير محدد، وكذلك نحو المهاجرين في الولايات المتحدة، وليعززوا ترسانة قمع الدولة محليا ضد كل فئات الشعب العاملة. أن هذا ملائم خصوصا أن مئات الآف من الوظائف قد تم التخلص منها مضيئة إلى كتلة العدم والفاقة والبؤس البشري والتدهور الشامل الذي خلفته الطبقة الحاكمة الأمريكية خلال العقد الماضي بتحطيمها للبرامج الاجتماعية التي كان يستفيد منها العمال والأقليات والفقراء.

أن اللحن الرئيسي هو "احتشدوا حول العلم" في الوقت الذي يعد فيه الرئيس الجمهوري بوش، وبدعم من حزبي الكنفرس، آلة البنطاقون الحربية تمهيدا للعدوان الأرهابي ضد شعوب البلدان التي يزعمون أنها "تاوي" الأرهابيين. أن العملية "الثأرية" الأخيرة، في أعقاب نسف سفارتى الولايات المتحدة في كينيا وتنزانيا، أمطرت وابل ثمانين صاروخا من طراز كروز على أفغانستان وعلى مصنع للأدوية بالسودان. وقبل ذلك كانت الحرب الشاملة ضد العراق في عام ١٩٩١، تلك الحرب التي ما يزال يدور رحاها من خلال القصف الجوي المنظم بواسطة الولايات المتحدة في الوقت الذي لقي فيه مليوننا ونصف من العراقيين حتفهم نتيجة لحصار الجوع المفروض عليهم بواسطة الأمم المتحدة. أن أجهزة الأعلام الرأسمالية تستعيد ذكرى "بيرل هاربر" بعناوين صارخة. لكن الحقيقة الجديرة بالذكر هي أن الأمبريالية الأمريكية هي الدولة الأولى والوحيدة في العالم التي أستخدمت الأسلحة الذرية في الحريق النووي لربع مليون من البشر في هيروشيما وناجازاكي في عام ١٩٤٥.

كشيوعيون في داخل أحشاء المارد الأمبريالي، نقاتل بضراوة في سبيل حشد القوى العاملة هنا ضد الأهداف الحربية والمغامرات العسكرية للحكام الأمريكيين في الخارج. لقد نادينا بالدفاع العسكري عن العراق ضد الأمبريالية الأمريكية أبان حرب الخليج ووقفنا في وجه القصف الأرهابي الذي تلاها، ووقفنا منذ البداية ضد حصار الجوع الذي هو في حد ذاته عملية حربية. وكذلك، في وجه هجوم حلف الناتو بقيادة أمريكا على صربيا قبل عامين، ذلك الهجوم الذي دمر مجمل البنية التحتية للبلاد، رفعنا شعار: الهزيمة للأمبريالية الأمريكية بواسطة ثورة العمال! للدفاع عن صربيا! وفي كلا الحالتين، في العراق وصربيا، قلنا أن الأطاحة بالأنظمة القومية الدموية والقمعية في تلك البلدان إنما هو واجب الطبقة العاملة.